

16
XVII
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1929

THÈSE

N° 310

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

René DUVERNOY

Né à Valentigney (Doubs), le 24 juin 1903

LÉOPOLD-EMMANUEL BERDOT

ET

DAVID-CHARLES-EMMANUEL BERDOT

Physiciens de la Ville et du Pays
de Montbéliard

ÉTUDE SUR LA MÉDECINE

dans la Principauté de Montbéliard
au XVIII^e siècle

Président : M. P. MÉNÉTRIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

FRANCE

LAIR LIBRARY

100

100

100

100

100

100

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1929

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

René DUVERNOY

Né à Valentigney (Doubs), le 24 juin 1903

LÉOPOLD-EMMANUEL BERDOT

ET

DAVID-CHARLES-EMMANUEL BERDOT

Physiciens de la Ville et du Pays
de Montbéliard

ÉTUDE SUR LA MÉDECINE

dans la Principauté de Montbéliard
au XVIII^e siècle

Président : M. P. MÉNÉTRIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

I. — DOYEN. . . M. ROGER.

LES PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale . .	CUNEO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL
Chimie médicale.	DESGREZ.
Bactériologie.	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	N...
Pathologie médicale	N...
Pathologie chirurgicale	LECÈNE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale.	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.	Maurice VILLARET.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MÉNÉTRIÉR.
Pathologie expérimentale et comparée	RATHERY.
Clinique médicale	CARNOT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	M. LABBE
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet
Clinique des maladies des enfants.	NOBÉCOURT
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux.	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TEISSIER.
Clinique de la tuberculose.	Léon BERNARD
Clinique chirurgicale	DELBET.
	HARTMANN
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique.	LEGUEU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique.	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique.	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique.	SERGENT.
Professeurs sans chaire.	BRANCA.
	MAUCLAIRE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI . . . Pathologie médicale.
 ALAJOUANINE. Neurologie et psychiatrie.
 AUBERTIN. . Pathologie médicale.
 BASSET . . . Pathologie chirurgicale.
 BAUDOUIN. . Pathologie médicale
 BINET Physiologie.
 BLANCHETIERE Chimie biologique.
 BROCC. . . . Pathologie chirurgicale
 BRULÉ. . . . Pathologie médicale.
 CADENAT . . Pathologie chirurgicale
 CHABROL . . Pathologie médicale.
 CHIRAY . . . Pathologie médicale.
 CLERC. . . . Pathologie médicale.
 DEBRÉ Hygiène.
 DOGNON. . . Physique.
 DONZÉLOT . . Pathologie médicale.
 DUVOIR . . . Médecine légale.
 ÉCALLE . . . Obstétrique.
 FIESSINGER. Pathologie médicale.
 GARNIER . . Pathologie expérimentale
 GATELLIER . Pathologie chirurgicale
 GIROUD . . . Histologie.
 HARVIER. . . Pathologie médicale.
 HEITZ-BOYER Urologie.
 HOVELACQUE . Anatomie.
 HUTINEL. . . Pathologie médicale.

MM.

JOYEUX . . . Parasitologie.
 LABBÉ (Henri) Chimie biologique.
 LARDENNOIS Pathologie chirurgicale.
 LEMAITRE. . Oto-rhino-laryngologie.
 LEROUX. . . Anatomie pathologique
 LÉVY-SOLAL. Obstétrique.
 LHERMITTE . Pathologie mentale.
 LIAN. Pathologie médicale.
 MATHIEU. . . Pathologie chirurgicale
 MERCIER (F.). Pharmacologie
 METZGER . . Obstétrique.
 MONDOR. . . Pathologie chirurgicale.
 MOURE. . . . Pathologie chirurgicale.
 MULON. . . . Histologie.
 OBERLING. . Anatomie pathologique.
 OLIVIER. . . Anatomie.
 PHILIBERT. . Bactériologie.
 QUÉNU. . . . Pathologie chirurgicale.
 RICHET Fils. . Physiologie.
 SÉZARY . . . Dermatologie et syphiligraphie.
 VALLERY-RADOT
 (Pasteur) . . Pathologie médicale.
 VAUDESCAL. Obstétrique
 VELTER. . . . Ophtalmologie.
 VERNE. . . . Histologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

BUSQUET. Pharmacologie.
 GUENIOT. Obstétrique.
 LEQUEUX Obstétrique.
 NEVEU-LEMAIRE. . Parasitologie.

MM.

RETTERRER. . Histologie.
 ZIMMERN. . . Physique.
 N. Pathologie médicale

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.

ALGLAVE . . Clinique chirurgicale.
AUVRAY . . . Clinique chirurgicale.
CHEVASSU . . Clinique chirurgicale.
LAINEL-LAVASTINE Clinique médicale.
LE LORIER . . Clinique obstétricale.

MM.

LERI Clinique médicale.
MOCQUOT . . Clinique chirurgicale
PROUST . . . Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ . Clinique chirurgicale

V. — CHARGÉS DE COURS

FREY	Stomatologie.
CHAILLEY-BERT	Education physique.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique
WEILL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions, émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

MEIS ET AMICIS

A M. le PROFESSEUR MÉNÉTRIER

Membre de l'Académie de Médecine
Chevalier de la Légion d'honneur

*Qui a bien voulu nous
aider de ses conseils et nous
faire l'honneur de présider
cette thèse.*

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

Stage 1922-23 : Professeur SERGENT

Professeur LEJARS

1923-24 : Docteur LAUNAY

1924-25 : Docteur L. RAMOND

Externat 1925-26 : Docteur ROBINEAU

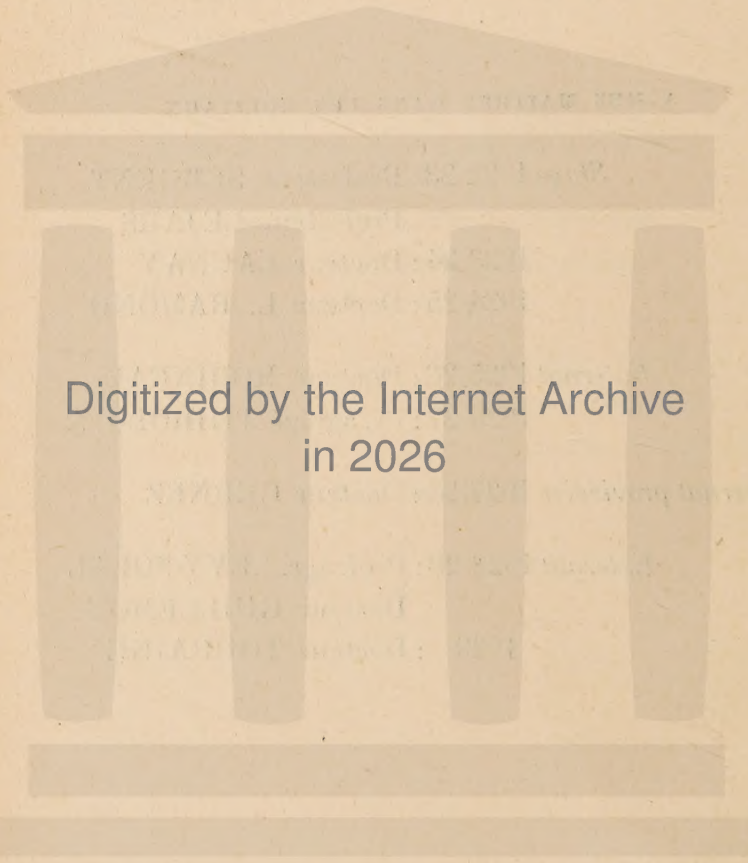
1926-27 : Pr. agrégé THIROLOIX

Internat provisoire 1927-28 : Docteur GERNEZ

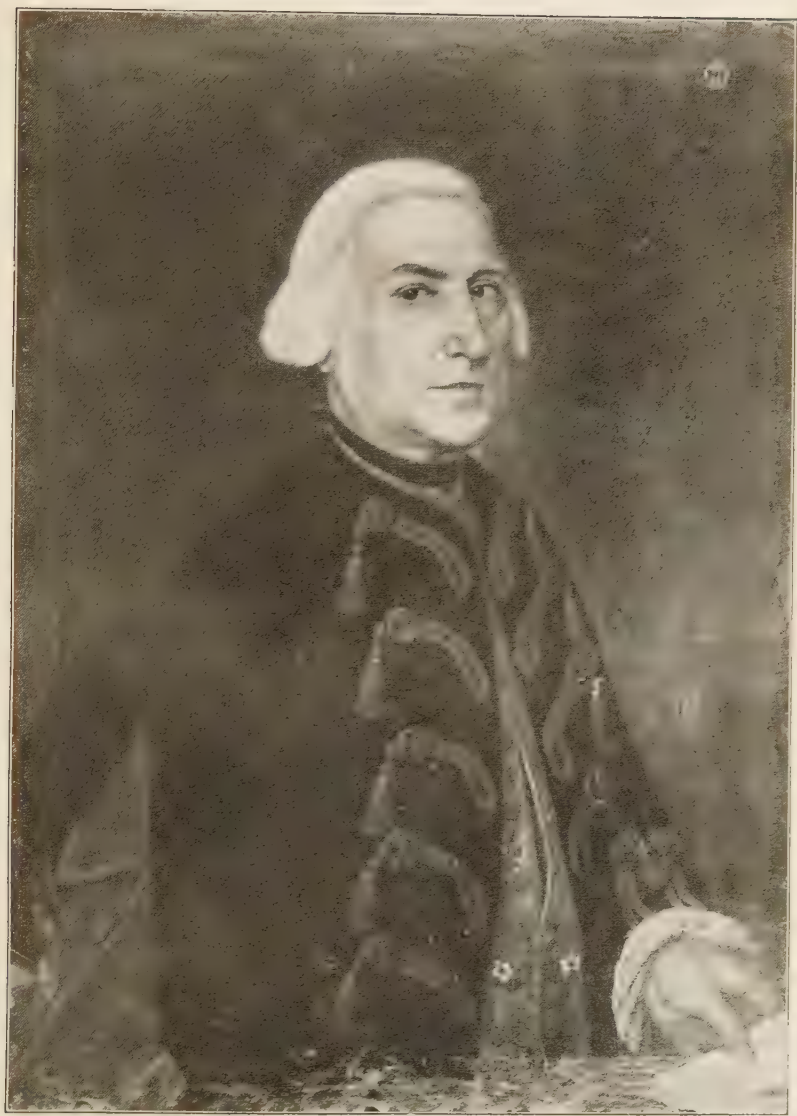
Externat 1928-29 : Prof. agr. LEVY-SOLAL

Docteur GUILLEMOT

1929 : Docteur TOURAINÉ



Digitized by the Internet Archive
in 2026



LÉOPOLD-EMMANUEL BERDOT



DAVID CHARLES-EMMANUEL BERDOT

AVANT-PROPOS

Ayant recueilli dans nos archives de famille de nombreux manuscrits rédigés par deux de nos lointains ancêtres, Léopold-Emmanuel Berdot, et David-Charles-Emmanuel Berdot, son fils, qui exercèrent avec un certain éclat la médecine dans la Principauté de Montbéliard, au XVIII^e siècle, il nous a paru intéressant d'essayer de retracer la vie de ces deux praticiens, et d'envisager leur activité, surtout du point de vue médico-légal.

Nous voulons tenter aussi d'utiliser ces documents inédits pour fixer l'histoire du Physicat, institution d'origine allemande, dont l'introduction en 1744 dans la Principauté de Montbéliard fut en grande partie l'œuvre de Léopold-Emmanuel Berdot qui fut d'ailleurs le premier titulaire de cette charge.

La plupart des renseignements qui nous faisaient défaut, nous les avons trouvés d'une part aux *Archives Nationales*, dans les cartons K 2240 et 2241, d'autre part, dans divers ouvrages d'érudits montbéliardais, parmi lesquels nous devons surtout citer celui de MM. Mauveaux et Nardin, sur l'*Histoire des Corporations d'Arts et Métiers des ville et comté de Montbéliard*, et celui de M. Mauveaux sur le *Colonel Berdot*.

LÉOPOLD-EMMANUEL BERDOT
ET
DAVID-CHARLES-EMMANUEL BERDOT

Physiciens de la Ville et du Pays
de Montbéliard

CHAPITRE I

**Vies de Léopold-Emmanuel Berdot
et de Charles Berdot.**

Au ^{xviii}^e siècle, la ville de Montbéliard et ses environs formaient encore une principauté qui, originairement indépendante, était fief d'Empire depuis le ^{xiii}^e siècle. Après avoir appartenu à diverses maisons bourguignonnes, la Principauté de Montbéliard vint, en 1397, en la possession de la maison de Wurtemberg, qui la conserva jusqu'en 1793, date de son rattachement à la France. Outre le comté de Montbéliard proprement dit, la Principauté comprenait aussi quelques terres comtoises, les seigneuries de Blamont Clémont, Héricourt et Chatelot, qui dépendaient de la suzeraineté du Roi de France et au sujet desquelles de longues contestations surgirent entre la France et le Wurtemberg. Donnée en apanage au ^{xvii}^e siècle à une branche cadette du Wurtemberg, la Principauté, à la mort du dernier prince de cette lignée en 1723, revint en la possession directe de la branche aînée qui résidait à Stuttgart.

Administrée par un Conseil de Régence formé des principaux bourgeois de la ville, la Principauté jouis-

sait d'une certaine indépendance. L'autorité wurtembergeoise était surtout représentée par un haut fonctionnaire, nommé directement par le Duc, qui portait le titre soit de Gouverneur, soit de Directeur de la Chancellerie, et qui était Chef du Conseil de Régence. En 1786, ce fonctionnaire devait être remplacé par un frère du Duc régnant, le prince Frédéric-Eugène, qui avait fixé sa résidence à Montbéliard depuis dix-sept ans et qui prit alors le titre de Stathouder.

Dans l'ensemble, la Principauté gardait une large autonomie tant au point de vue administratif que corporatif ou judiciaire. Règlements et coutumes étaient plus proches de ceux de la Franche-Comté que de ceux du Wurtemberg, ainsi qu'il convenait à une population de race et de langue françaises. Cependant, l'influence allemande était prépondérante dans deux ordres d'idées : la religion, d'une part, qui était dans toute la Principauté le luthérianisme, imposé dès le ^{xvi}^e siècle par le duc Ulrich de Wurtemberg ; d'autre part l'instruction, ou tout au moins l'instruction supérieure. En effet ceux des jeunes Montbéliardais qui désiraient étudier le droit, la théologie ou les sciences, avaient accoutumé de se diriger vers des universités de langue allemande : Tubingue, Berne, Strasbourg et surtout Bâle pour la médecine.

Française, respectueuse d'une autorité étrangère établie chez elle depuis plusieurs siècles, sincèrement protestante, mais surtout profondément attachée à ses libertés et coutumes ancestrales, telle apparaît la population au milieu de laquelle Léopold-Emmanuel

Berdot allait vivre et exercer son art. D'origine purement montbéliardaise il appartenait lui-même par son ascendance tant paternelle que maternelle à la plus ancienne bourgeoisie locale.

Les Berdot (1) étaient originaires de Semondans, village comtois des environs de Montbéliard, où l'on trouve leur trace dès le ^{xiv}^e siècle. L'un d'eux, Petermann, vint s'établir à Montbéliard où il exerça les fonctions de gruyer et forestier des bois et forêts du Comté. Il fut reçu bourgeois en 1474. C'est lui l'ancêtre des très nombreux Berdot qui vécurent à Montbéliard et dans le Comté durant les trois siècles suivants. L'un d'eux, Jacques Berdot, maître bourgeois en chef, quelques années avant la naissance de Léopold-Emmanuel, avait fomenté une révolte pour défendre les frontières de la ville contre les abus de pouvoir du duc Léopold Eberhard. Ayant échoué, il avait été condamné à avoir la tête tranchée et n'avait dû son salut qu'à l'intervention des trois Corps de Ville (2) qui obtinrent que sa peine fût commuée en celle de détention perpétuelle. Il fut d'ailleurs gracié deux ans plus tard, en 1708.

Léopold-Emmanuel Berdot était, lui, fils et petit-

(1) Sur l'origine et l'histoire des Berdot : cf. Julien Mauveaux : le Colonel Berdot (Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1925).

(2) C'étaient les Assemblées qui gouvernaient la ville.

Le Conseil des neuf maîtres bourgeois, ou Magistrat, qui administrait effectivement la ville. .

Le Corps des Dix-Huit, élus par tous les bourgeois, et qui choisissaient les Neuf parmi eux.

Le Corps des Notables enfin, composé de tous ceux qui faisaient ou avaient fait partie des 2 corps précédents.

filz de pasteurs. Son grand-père, Jean-Pierre, mort longtemps avant sa naissance, avait eu une carrière courte et sans éclat, ayant été ministre à Glay de 1671 à 1675, puis à Seloncourt de cette date jusqu'à sa mort survenue en 1687.

Son père au contraire eut une existence plus brillante, puisqu'il obtint même, quelques mois avant sa mort, la surintendance ecclésiastique de la Principauté. Né à Glay le 7 mai 1674, il était devenu après avoir étudié la théologie à Tubingue en Wurtemberg, de 1692 à 1698, précepteur du duc Ernest-Auguste de Saxe-Weimar. C'est en 1703 seulement qu'il devient ministre dans un village du Ban de la Roche. En 1708 il rentre dans la Principauté, et exerce le ministère pastoral successivement dans plusieurs paroisses de la Seigneurie d'Héricourt; nous le trouvons à Héricourt même de 1708 à 1711, à Clairegoutte de 1712 à 1722, à Trémoins de 1722 à 1724, En 1725 il est appelé à Montbéliard comme second pasteur du temple Saint-Martin. Il en devient le premier pasteur en 1734. Les armées françaises ayant occupé la Principauté au cours de la guerre de Succession de Pologne, Louis XV nomme David-Nicolas Berdot surintendant des églises du Pays de Montbéliard, en 1735, et quand, l'année suivante, le duc Charles-Alexandre de Wurtemberg rentra en la possession de la Principauté, il confirma cette nomination. D.-N. Berdot mourut d'ailleurs peu après, le 19 juillet 1736.

Il avait épousé Marie-Madeleine Binninger, issue

d'une famille d'origine allemande mais fixée à Montbéliard dès le milieu du xvi^e siècle, et anoblie par l'empereur Maximilien II en 1573. Les Binninger (1) s'illustrèrent surtout dans les sciences; cinq d'entre eux furent médecins au xvii^e et au xviii^e siècle; parmi eux deux surtout se firent remarquer par leur savoir: Léopold-Emmanuel, frère de Marie-Madeleine et Jean-Nicolas, leur père. Celui-ci, pour se perfectionner dans la connaissance de son art, n'avait pas hésité, après avoir terminé ses études à Bâle, à aller suivre les cours de l'université de Padoue, puis de celle de Montpellier. Des études aussi approfondies lui avaient permis d'acquérir, outre les titres de médecin du prince et de professeur à l'éphémère université de Montbéliard, une renommée qui lui fit exercer son art jusqu'en Suisse et en Alsace.

L'hérédité maternelle de Berdot paraît ainsi être au moins aussi importante que son hérédité paternelle. S'il fut un luthérien convaincu et soucieux de tout ce qui touchait à la religion, il fut avant tout un scientifique, s'intéressant avec passion non seulement à l'art médical, mais aussi à toutes les sciences naturelles. D'ailleurs, durant toute sa carrière il se réclame de sa parenté Binninger, et ne manque pas une occasion de se poser en héritier des traditions médicales de son oncle et de son grand-père. Dans maintes circonstances il invoque leur attitude comme

(1) Sur les Binninger médecins, cf. : Charles Duvernoy : *Notice sur quelques médecins, naturalistes ou agronomes nés ou établis à Montbéliard dès le XV^e siècle*, Besançon, 1835.

précédent et il consigne ses formules et recettes médicales dans le manuscrit même qu'ils avaient commencé. Nous avons vu que Léopold-Emmanuel Berdot ne connut pas son grand-père Jean-Nicolas Binninger. Mais Léopold-Emmanuel Binninger mourut en 1725 alors que son neveu Berdot était âgé de 13 ans et étudiait au gymnase de Montbéliard. Nul doute que c'est auprès de lui que l'esprit du jeune Berdot s'éveilla à la curiosité scientifique. Il est d'ailleurs à remarquer que bien que L.-E. Binninger ait laissé des descendants directs, c'est en la possession de L.-E. Berdot que passa sa bibliothèque, tant scientifique que littéraire.

Telle est la famille immédiate de Léopold-Emmanuel Berdot. C'est à Clairegoutte qu'il naquit le 13 octobre 1712 et qu'il passa la plus grande partie de son enfance. Situés aux confins extrêmes de la Principauté et séparés du reste du comté par les « grands bois », Clairegoutte et les trois ou quatre villages qui l'avoisinent méritaient bien l'appellation de « villages des bois » qu'ils ont conservée jusqu'à nos jours.

Clairegoutte n'était pas seulement l'une des paroisses montbéliardaises les plus sauvages et les plus lointaines, mais aussi l'une des plus irrégieuses, s'il faut en croire les tristes réflexions que consigne David-Nicolas Berdot sur le registre paroissial en quittant ce collège (1). Il abandonna certainement

(1) Cf. John Viénot : *Introduction à la correspondance de L. E. Berdot avec M. de Faber*, Montbéliard, 1907.

sans regrets des ouailles qui lui donnaient si peu de satisfactions professionnelles et fut heureux, après un séjour peu prolongé à Trémoins, de se fixer à Montbéliard où l'instruction de son fils, qu'il avait commencée lui-même, allait se poursuivre plus sérieusement au gymnase de la ville. La vocation médicale n'allait pas tarder à s'affirmer chez le jeune collégien, peut-être sous l'influence de son oncle Binninger et, dès 1728, à l'âge de 16 ans, Léopold-Emmanuel Berdot, ayant terminé ses humanités, part pour Bâle afin d'y suivre les cours de la Faculté de Médecine. Sur ses études à Bâle nous avons peu de renseignements. Il eut comme professeur de clinique Jean-Rodolphe Zwinger et c'est le doyen Jean-Rodolphe Mieg qui lui enseigne l'anatomie et la botanique. A Bâle, Berdot retrouvait comme camarade d'études un de ses compatriotes et lointain cousin, Leconte, qui devint son ami mais qui devait, quinze ans plus tard, échanger avec lui d'ardentes polémiques. Il se lia aussi d'amitié avec quelques étudiants bâlois : Buxtorf, Nicolas Will, Jean-Henri Respinger, Claude Passavant; mais Berdot ne semble pas avoir conservé des relations très durables avec ces amis de jeunesse. D'ailleurs son passage à Bâle fut de courte durée et ses études étonnamment brèves. Elles sont terminées dès 1731 et le 21 septembre de cette année il soutient devant la Faculté de Médecine sa thèse de doctorat *De Paronychia*, bref essai sur le Panaris dont les paragraphes au sujet de la symptomatologie et du pronostic ne surprendraient pas sous la plume des

plus modernes de nos cliniciens. La question thérapeutique est traitée, au contraire, de manière tout à fait désuète, se résumant surtout en des prescriptions médicamenteuses.

Ayant terminé ses études, tout donne à penser que Berdot voyagea; nous ne savons rien d'ailleurs sur ce voyage d'études médicales, si conforme aux habitudes du temps, mais nous savons qu'il fut de courte durée et que le jeune médecin ne fréquenta pas des Universités très lointaines. En effet, Léopold-Emmanuel s'installe à Montbéliard dès 1732 avant même d'avoir reçu son diplôme de Docteur que l'Université de Bâle, étant donné son jeune âge, tarde encore un an à lui envoyer. Depuis la mort de L.-E. Binninger, Montbéliard ne possédait plus qu'un seul médecin, Eberhard Louis de Villeneuve, physicien des seigneuries de Blamont et Clémont depuis 1716. Mais vers 1730-1732, trois jeunes médecins s'installent dans la ville : c'est d'abord au milieu de l'année 1730 un cousin de Berdot, Jean-Nicolas Binninger, fils du ministre de Seloncourt, qui n'avait pas hésité à envoyer son fils étudier non seulement en Allemagne mais encore à Amsterdam et même en Angleterre. En 1732 c'est Léopold-Frédéric Leconte, l'aîné de trois ans de Berdot, qui l'avait retrouvé à Bâle. Cette même année, c'est enfin Léopold-Emmanuel Berdot, le plus jeune des trois médecins qui venaient tenter leur chance dans leur pays natal (1). La con-

(1) C'est le 26 août 1732 que Leconte et Berlot se font inscrire sur le livre de la Société des Médecins, chirurgiens et apothicaires.

currence allait être vive entre les quatre praticiens dont l'un avait pour lui sa longue pratique et les autres leur entrain juvénile et leur science toute fraîche. Berdot se rendit-il compte de la délicatesse de la situation? Le fait est que, pendant quelques années, le silence se fait autour de lui. Sans doute, conscient de son extrême jeunesse et de l'excessive rapidité de ses études, éprouve-t-il le désir de se recueillir, de compléter ses connaissances scientifiques si vite acquises et probablement trop incomplètes. C'est au bout de six ans d'une telle préparation qu'il commence à prétendre à s'élever au-dessus de ses collègues et à revendiquer la première place dans le Corps médical de la Principauté.

Mais, à cette époque, des changements étaient survenus dans son existence. Le 19 juillet 1736, il perd son père. Moins d'un an plus tard il se marie. C'est en effet le 9 mai 1737 qu'il épouse, en l'église Saint-Martin, Anne-Clémence Nardin, de quelques mois plus âgée que lui, étant née le 11 juillet 1712. Elle était la fille de l'ancien Conseiller de Régence Charles-Christophe Nardin, et, comme son mari, appartenait à la plus ancienne bourgeoisie montbéliardaise. Des nombreux compatriotes de Berdot auxquels son mariage l'apparentait, l'un surtout allait tenir une grande place dans sa vie, c'est son beau-frère Jean-Jacques Duvernoy qui avait aussi épousé une fille du Conseiller Nardin. Né en 1709, co-recteur du gymnase en 1737, pasteur de l'église allemande en 1744, surintendant des églises de 1785

jusqu'à sa mort survenue en 1793, J.-J. Duvernoy fut, sans contredit, l'un des plus éminents pasteurs montbéliardais du XVIII^e siècle. Par de nombreux écrits il ne cessa de défendre la foi luthérienne contre le rationalisme envahissant, et ne cacha pas sa sympathie pour les doctrines moraves. Tel est celui qui devait rester pendant cinquante ans l'ami de tous les jours et le conseiller toujours écouté de L.-E. Berdot. Une communauté de croyances et de caractère était sans doute à la base d'une aussi fidèle amitié dont nous trouvons de nombreux témoignages dans la correspondance du médecin.

L'union de Berdot et d'Anne-Clémence Nardin semble avoir été heureuse et c'est avec un grand éclat qu'en 1787 devaient être célébrées leurs noces d'or. Dix enfants naquirent en quinze ans de ce mariage. Mais quatre seulement atteignirent l'âge adulte.

L'aîné, David-Charles Emmanuel (5 avril 1738-7 septembre 1780) fut sans doute le préféré de son père, dont il devint le collaborateur. Nous verrons plus loin sa vie. Nul doute que les succès professionnels et mondains de ce fils aîné aient vivement flatté l'orgueil paternel de Léopold-Emmanuel, et que sa mort prématurée ait profondément assombri ses dernières années.

Anne-Clémence-Marguerite (12 décembre 1742-1^{er} mars 1820), qui épousa le Conseiller de Régence Joseph Beurnier (1737-1812) vécut toujours à Montbéliard.

Il en est de même de sa sœur puînée Marie-Margue-

rite Léopoldine (22 septembre 1745-19 juin 1809), qui épousa le 6 octobre 1763 David-Frédéric Beurnier, avocat au Conseil de Régence, né en 1741 et qui meurt quelques mois plus tard, le 27 février 1764. Sa femme met au monde, le 17 juillet 1764, une fille posthume Clémence-Léopoldine-Frédérique-Josèphe Beurnier (dite Poltine), et deux ans plus tard, le 30 octobre 1766, elle contracte un second mariage avec François-Louis Jeanmaire, Conseiller de Régence et receveur général des Domaines. Quatorze enfants devaient naître de cette union.

Le plus jeune des quatre enfants de Léopold-Emmanuel Berdot qui vécurent, Léopold-Frédéric-Jacques (7 avril 1749-22 février 1825), fait un peu figure d'enfant prodigue dans sa famille si imbuë de préjugés bourgeois et de vertus patriarcales; son goût invincible pour la carrière militaire, « son génie toujours léger et dissipateur », suivant l'expression de son père, ne pouvaient que faire scandale chez les Berdot, tous gens de religion ou d'étude scientifique. De la vie aventureuse du Colonel Berdot, retracée d'une manière très complète et agréable dans un livre récent (1), nous ne pouvons évoquer ici que les épisodes où apparaît son père. Celui-ci avait tout de suite destiné son plus jeune fils aux études médicales comme l'aîné. Dès juin 1761 il envoya le jeune Frédéric poursuivre ses études au cloître de Berga, dans

(1) Julien Mauveaux : *Une figure montbéliardaise militaire au XVIII^e siècle: Le Colonel Berdot* (*Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard*, 1925).

le duché de Magdebourg, et deux ans plus tard il le fait passer au collège d'Ilfeld en Hanovre. En 1764 Frédéric réussit à entrer comme cadet au régiment de Waldner, au service de la France; mais dès le mois de janvier 1765 ses parents obtiennent sa libération et le forcent à aller étudier les mathématiques à l'Université de Bâle. En 1766, il va à Stuttgart et est sur le point de devenir sous-lieutenant dans les husards. Léopold-Emmanuel s'oppose encore à ses désirs et le contraint à aller poursuivre ses études à Colmar. Cette même année cependant Frédéric trouve un défenseur en la personne du comte d'Isenbourg-Badingen, ancien lieutenant-général au service du Danemark, retiré à Montbéliard et qui prenait pension chez les Berdot. Léopold-Emmanuel se laisse fléchir et n'entrave plus l'irrésistible vocation de son fils qui, dès septembre 1766, est engagé dans l'armée danoise. Il mène désormais une vie des plus aventureuses dont son père se montre très chagriné. Frédéric est tour à tour au service du Danemark, de la Prusse, de la Hesse et de l'Angleterre. Il agit toujours par coups de tête et accumule les dettes, ce qui lui vaut force réprimandes et conseils de la part de son père. Le 3 mars 1776 encore, Léopold-Emmanuel recommande à son fils qui est en partance pour l'Amérique : « Fuyez les mauvaises compagnies de débauche, de dissipation. Que votre conduite soit réglée à l'âge mûr où vous vous trouvez. Evitez toutes dépenses folles et superflues où votre jeune âge vous a si souvent entraîné à votre perte et à la

nôtre. Devenez plus économe que vous ne l'avez été du passé... Vous en vaudrez de mieux et vous nous réjouirez dans notre vieillesse qui est déjà assez souvent tracassée de chagrins ». Frédéric allait se faire pardonner par sa belle conduite au cours de la guerre d'Indépendance. Malade, il est mis en congé dès la fin de 1781 et rentre dans son pays natal avec pour tout pécule la demi-solde de capitaine que l'Angleterre devait lui servir jusqu'en 1790. Il arrive à Montbéliard le 10 février 1782 et Léopold-Emmanuel, cruellement démoralisé par la mort encore récente de son fils Charles, ouvre ses bras au fils prodigue, dont la consolante affection, jusqu'à la fin de sa vie, ne lui manquera plus. Frédéric, cependant, ne tarde pas à amener le scandale dans sa famille et dans la ville tout entière en projetant d'épouser sa propre nièce, Poltine Beurnier, la fille aînée de sa sœur Jeanmaire. Il prend comme confidents de son amour son père et son oncle J.-J. Duvernoy, vieillards bons et indulgents qui, s'étant renseignés sur la légitimité tant juridique que religieuse d'une telle union, prennent son parti. Après de nombreuses péripéties, le mariage a lieu et le jeune ménage se fixe dans la maison immédiatement voisine de celle des Berdot. Des sept enfants qui leur naquirent, Léopold-Emmanuel n'en connut que trois.

Cette évocation des enfants de Berdot nous a fait anticiper sur son existence professionnelle et officielle. Nul doute que sa carrière fut difficile pendant une quinzaine d'années. L'existence de quatre médecins

dans la petite ville qu'était alors Montbéliard rendait malaisées les relations confraternelles; c'est ce qui explique les discussions, parfois très peu courtoises, qui éclatèrent dans le Corps médical et que nous étudierons à propos de l'institution du Physicat. En 1740 Jean-Nicolas Binninger abandonne la partie et va se fixer dans un bourg du Duché de Wurtemberg, dont il est nommé physicien.

En 1744, Léopold-Emmanuel Berdot arrive à ses fins : il obtient le poste tant désiré de Physicien de la ville et du pays de Montbéliard, qui lui donne une situation nettement prépondérante parmi ses concitoyens. Désormais sa situation financière s'améliore rapidement. Dans les derniers jours de juillet 1748, il achète à M^{me} Mégerlin, veuve d'un Recteur du Gymnase, des biens-fonds situés à Couthenans, à Luze et à Montbéliard, moyennant 8.000 livres; dès 1757, Berdot passe pour un « des plus riches bourgeois de la ville ». Et nous savons qu'à la fin de sa vie il possédait au moins deux immeubles à Montbéliard, dont l'un sur la place Saint-Martin et l'autre, qu'il habitait, dans la rue Sur l'eau, à l'emplacement du n° 15 de la rue Cuvier actuelle.

Bien qu'il ait dû faire des dettes pour payer ses acquisitions, Berdot ne se repentit jamais d'avoir acheté le domaine de Couthenans, et, dès sa première visite dans ses terres, enthousiasmé, il mande à son ami M. de Faber, le 23 septembre 1748 : « Je fus hier avec toute ma famille à Couthenans visiter pour la première fois mes nouvelles acquisitions, je les ai

trouvées beaucoup plus à mon goût que je ne me les représentais; j'en suis fort content et ne me repens pas de mon marché avec Mme Mégerlin ». Plus il avancera en âge plus Berdot s'attachera à son domaine. Non seulement il vient passer ses étés à Couthenans mais il y fait fréquemment des séjours en hiver. Il tient à y avoir sa sépulture familiale. Il fait à Couthenans même et dans les environs immédiats des recherches scientifiques, retrouvant en 1749 trois sources d'eau salée qui avaient été découvertes en 1594 et que l'on avait oubliées depuis. Il trouve aussi des couches d'ardoises et des mines de houille qu'il s'efforce d'exploiter de 1768 à 1772, sans grand succès d'ailleurs. Berdot prit très au sérieux son rôle de propriétaire foncier et c'est sans doute à ce titre que nous le trouvons en 1758 maître en chef de la corporation de la Grand'Verge, nomination qui ne fut certainement pas sans le flatter. Cette corporation (1), fort ancienne et formée originairement des marchands de bestiaux, avait fini par grouper tous ceux qui, de près ou de loin, s'occupaient d'élevage et même du commerce des produits alimentaires d'origine animale. Il était de bon ton de faire partie de cette chonffe et parmi ceux qui, au cours des siècles, ont tenu à honneur de se faire recevoir Membres de la corporation, on peut relever les noms de François Briot, graveur, de Jacques Foillet, imprimeur de S. A. et de nombreux officiers.

(1) Cf. Mauveaux et Nardin : *Histoire des Corporations d'Arts et Métiers des Ville et Comté de Montbéliard*, Montbéliard, 1910, p. 233 et suiv.

Le 2 juillet 1749, Berdot avait obtenu comme conséquence de son rang de physicien, la charge honorifique, très désirée, de Conseiller de S. A. S. Il est plus que probable que le Physicien resta toujours Conseiller titulaire honoraire et ne fut jamais Conseiller actuel, c'est-à-dire membre actif du Conseil de Régence.

Des satisfactions professionnelles s'ajoutent à ses succès dans la marche des honneurs. Son rival et ancien ami Leconte meurt prématurément en 1748 et Berdot reste pratiquement le seul médecin de la ville, Eberhard de Villeneuve, vieilli, n'exerçant presque plus. Quand ce dernier meurt en 1754, de sa succession, Berdot recueille le poste de médecin de l'hôpital, emploi qu'il avait désiré obtenir dès sa nomination au physicat et qui avait alors été réservé à Villeneuve « dont on sait, disait le Conseil de Régence, que la situation n'est guère riante ».

Il existait cependant à cette époque à Montbéliard un autre praticien, le S^r Rossel, étudiant en médecine, qui exerça illégalement pendant plus de dix ans dans la principauté, malgré les objurgations incessantes du physicien. De 1745 à 1755 Berdot réclame que le Conseil exige de Rossel la terminaison de ses études. il n'y a d'ailleurs aucune animosité entre les deux contradicteurs et Berdot reconnaît les capacités de Rossel; il l'emploie même pour traiter des malades conjointement avec lui. Mais par respect de la légalité il insiste pour que Rossel passe ses examens et se fasse régulièrement inscrire à la Société des Médecins

Chirurgiens et Apothicaires. Celui-ci, arrêté par des difficultés d'argent, obtient en 1750 un certificat de scolarité de l'Université de Tubingue, que Berdot juge insuffisant. Puis, ayant hérité de sa mère en 1754, il consacre son héritage à terminer ses études, passe une thèse de licence le 29 janvier 1755 devant l'Université de Strasbourg, et, s'étant fait recevoir membre du Corps médical de Montbéliard, il est autorisé par un acte du Conseil du 17 février 1755 à exercer publiquement la médecine dans la principauté. Moins de deux mois plus tard, le 14 avril, il mourait.

Berdot reste donc absolument seul et la tâche lui paraît lourde. « Il pourrait arriver, dit-il lui-même, que le physicien tombant malade, ou étant obligé par état de se transporter dans des endroits de la Principauté distants de cinq ou six lieues de la ville, ne pourrait pas donner ses soins à ceux qui auraient besoin d'un prompt secours ». Son fils Charles, heureusement, arrivait au terme de ses études. Dès le début de 1757 il vient aider son père qui obtient pour lui un Rescrit ducal du 28 mars 1757, le nommant physicien adjoint.

Désormais Léopold-Emmanuel se repose sur son fils pour la plupart des inspections médico-légales et pour beaucoup de visites à la campagne. Il trouve alors le temps de s'occuper de recherches scientifiques variées, et il semble que son activité médicale peu à peu diminue, d'autant plus qu'un autre médecin, Rodolphe-Jérémie Raisin, se fixe à Montbéliard dès 1760. D'autre part, dans l'avenir, c'est le plus

souvent Charles Berdot qui fera acte de physicien quand il faudra s'élever contre quelque illégalité ou quelque abus et c'est lui qui s'occupera d'établir le nouveau règlement de la corporation, depuis si longtemps projeté, et qui ne devait jamais être promulgué.

C'est donc paisiblement et dans une demi-retraite que Léopold-Emmanuel Berdot s'achemine vers la vieillesse, entouré de sa femme, de ses enfants (moins l'aventureux Frédéric), et de ses petits-enfants, d'année en année plus nombreux. Mais en 1780 un grand deuil va bouleverser cette existence qui, semblait-il, devait jusqu'à la fin s'écouler heureuse et calme : Charles Berdot meurt, après quelques semaines de maladie, à Stuttgart où il était allé se reposer. Son père se remet courageusement au travail et reprend la clientèle de son fils. Le témoignage de son activité à cette époque nous est donné par un curieux « Journal des visites de malades et d'inspections légales faites par L. Berdot père, dès le départ de mon fils pour Stuttgart, 30 juillet 1780, et de celles faites depuis sa mort », recueil incomplet mais fort instructif, et qui nous donne la preuve que le vieux physicien exerçait encore en 1784; la dernière visite consignée est du 24 mars de cette année-là. Malgré le dérivatif d'un travail assidu il ne parvenait pas à se distraire de son chagrin. Lui et sa femme mènent une vie très retirée, ne voyant personne et devenus, suivant l'expression de leur gendre Beurnier, « plus tenaces et plus difficiles ». Seul le retour au pays natal de Frédéric, en 1782, et la visite de leurs nombreux

petits-enfants devaient alors apporter un peu de gaieté dans la maison de la rue Sur l'eau. Parmi ceux-ci se glissait souvent, sans doute un de leurs jeunes camarades qui lui aussi habitait rue Surleau et qui allait devenir le grand-homme de sa ville natale : Georges Cuvier, qui même parvenu au faite des honneurs et de la célébrité, conserva son amitié à plusieurs des descendants de Berdot ; et n'est-on pas en droit de penser que c'est en partie à la fréquentation de son voisin, le vieux physicien, de sa bibliothèque et de ses collections scientifiques, qu'est dû sinon l'éveil, du moins le précoce développement d'une vocation à laquelle aucune tendance familiale ne le prédisposait.

A partir de 1785 les facultés intellectuelles de Berdot baissent rapidement. Deux ans encore il vivra, juste assez pour assister à la célébration du cinquantenaire de son mariage. Ces noces d'or furent célébrées avec pompe le 9 mai 1787. Un service religieux fut célébré à l'église allemande ou église du château. Vingt-sept de leurs descendants entouraient les vieux époux. De son château d'Etupes était venue pour assister à la cérémonie la Princesse Frédérique-Dorothée-Sophie de Wurtemberg, femme du Stathouder, qui avait toujours témoigné beaucoup de bonté aux Berdot. Le pasteur officiant était le vieux surintendant Jean-Jacques Duvernoy, qui devait survivre six ans à son beau-frère. Léopold-Emmanuel Berdot allait s'éteindre peu de semaines après cette fête familiale, le 13 juin 1787, et sa femme quelques années plus tard, le 17 janvier 1793.

Quelle fut l'œuvre scientifique de Berdot? Son activité médico-légale, peut-être la plus importante, sera envisagée dans les chapitres suivants. Au point de vue de la clinique et des méthodes thérapeutiques, L.-E. Berdot prétend être le continuateur direct de Jean-Nicolas Binninger, les nombreuses recettes et formules composées par son grand-père et employées par lui en font foi. Mais la différence n'en est pas moins considérable entre eux deux : alors que Jean-Nicolas Binninger est encore partisan de la médecine médiévale purement empirique, Léopold-Emmanuel est partisan d'un art plus moderne, plus rationnel, tel qu'il sera pratiqué sans changements très considérables jusqu'à l'ère des grandes découvertes scientifiques de la seconde moitié du xix^e siècle. Il simplifie les formules et emploie des corps chimiquement définis au lieu des produits naturels parfois étranges et de composition toujours inconnue qui ne seront plus employés que par les empiriques et les charlatans contre lesquels Berdot luttera durant toute sa carrière. Il est curieux, à ce propos, d'apprendre, par une « Remontrance pour obtenir l'exécution plénière des règles » écrite par Berdot le 30 mars 1743 et contresignée par le médecin Leconte, quel était le programme des études médicales de son temps : il est très semblable à celui qui est encore suivi de nos jours.

Il est évident et notoire, écrit Berdot, que la connaissance d'une physique éclairée doit servir de base et de fondement

à l'étude de la médecine; par elle on se rend en état de juger de tout ce qui se rencontre dans la nature, des éléments, et de tout ce qui environne de plus près le corps humain, les changements et alternatives de l'air, les constitutions épidémiques et tout ce qui les précède. Après un pareil fondement, on commence seulement à entrer dans l'étude de l'anatomie... Ensuite on entre dans l'étude de la physiologie pour savoir l'économie du corps organisé, l'usage naturel de ses parties pour pouvoir juger des événements qui sont contraires à cet état naturel. Après cette étude, celle de la pathologie, ou connaissance des maladies, de l'étiologie ou celle de leurs causes, de la nosologie ou celle de leurs différences, de la symptomatologie ou celle de leurs symptômes, doivent suivre pour connaître les maladies, leurs causes, leurs différences et leurs effets. — Pour reconnaître tout ce qui se fait et l'état même d'un corps qui est malade ou en santé, sa personne, sa qualité dans laquelle il est, qu'il a été ou qu'il sera, le degré, l'ordre, l'effet de sa santé et de sa maladie, il faut avoir des signes sur lesquels on puisse se fonder; cette étude est d'autant plus difficile qu'il en faut des particuliers pour chaque état et même plusieurs pour constituer celui qu'on nomme en terme de l'art pathognomonique ou caractéristique; c'est ce qu'on apprend par cette partie de la médecine que nous appelons séméiotique. Après toutes ces lumières, il s'agit de trouver des moyens pour conserver la vie et la santé et savoir la manière de les mettre en usage, l'étude de l'hygiène les enseigne. Enfin on s'adonne entièrement à la thérapie qui nous instruit de la matière médicinale, de sa préparation et de la manière de s'en servir et ainsi nous enseigne les moyens de remplir ces quatre devoirs : conserver la vie, lever les causes de la maladie, détruire la maladie, prévenir et éviter les effets de la maladie.

Berdot devait s'intéresser particulièrement à l'une

des branches de cette « thérapie », l'hydrothérapie. En l'année 1601, une fontaine située non loin du village de Lougres avait acquis en peu de mois une grande réputation pour ses vertus médicinales. Étudiée par Jean Bauhin et par son beau-fils, l'apothicaire Thiébaud Noblot, cette « saine fontaine » de Lougres avait gardé pendant de nombreuses années une vogue considérable, attirant les malades non seulement de tout le Sundgau, mais de Bourgogne, d'Alsace et même d'Allemagne, à tel point que certains jours, plusieurs centaines de personnes étaient venues dans le vallon de Lougres pour prendre les eaux à la Saine Fontaine. Sa renommée avait peu à peu faibli dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle et il semble qu'à l'époque de Berdot les eaux de Lougres étaient presque complètement délaissées. Il résolut de leur rendre une réputation qui lui paraissait méritée par les nombreux succès thérapeutiques obtenus autrefois par Jean Bauhin et ses successeurs. S'il n'y réussit pas complètement Berdot crut jusqu'à la fin de sa carrière à l'efficacité de la Saine Fontaine, comme le prouve la note suivante datée du 31 juillet 1781 : « Avis pour un homme du Pont-de-Roide malade depuis quelque temps; il a eu de fortes sueurs suivies de boutons avec démangeaisons; ils sont devenus en croûtes; maintenant douleurs de reins considérables, urines non interceptées, douleurs d'estomac, point constipé. Je lui ai conseillé de dire à M. Monnot chirurgien du Pont-de-Roide, de lui donner une médecine de manne, etc., et de suite com-

mencer à faire usage des eaux de Lougres, une bouteille le matin et une le soir, et s'il peut aller sur les lieux, de s'en frotter les parties douloureuses et d'en continuer l'usage 15 à 21 jours. » Il résulte de ce compte-rendu de consultation, d'une part qu'à la fin du xviii^e siècle l'usage des eaux de Lougres *per os* était encore pratiqué dans la région montbéliardaise, d'autre part qu'à la même époque subsistait dans le vallon de la Saine Fontaine au moins un semblant d'établissement thermal. Aujourd'hui tout a disparu des bâtiments qui s'étaient élevés près de la fontaine de Lougres au xviii^e siècle, et ce n'est pas sans peine que l'on arrive à en retrouver son emplacement et les vestiges des « auges qui seront bien commodes pour ceux qui se voudront laver » que Bauhin avait fait établir dès 1601.

Les publications scientifiques de Berdot sont peu nombreuses. Outre sa thèse *De Paronychia* éditée chez Jean Henri Decker à Bâle en 1731, les seuls ouvrages qu'il fit imprimer sont :

Un mémoire sur les sources d'eau salée retrouvées à Couthenans en 1749, mémoire qui parut en 1751 dans les *Selecta-Physico-Oeconomica* publiés à Stuttgart (partie V, p. 369 et suivantes).

Une longue description du pays de Montbéliard et de ses environs qui fait partie de l'édition française de la Géographie universelle de Jean Hubner, publiée à Bâle en 6 volumes in-8°, 1761 (t. V, p. 345 et suivantes).

Si l'érudition scientifique de Berdot fut considé-

nable, comme en témoignent les nombreuses citations qui émaillent ses écrits en général et surtout ses rapports médico-légaux, son esprit était ouvert à d'autres activités intellectuelles. La bibliothèque de Berdot est malheureusement aujourd'hui dispersée; mais les quelques dizaines de volumes lui ayant appartenu qui sont parvenus entre nos mains montrent bien qu'il était grand amateur de littérature et bibliophile averti. Parmi les livres qu'en guise d'*ex-libris* il marquait d'un « Sum Léopoldi Emm. Berdoti » figurent surtout les classiques grecs et latins en éditions du *xvii^e*. Mais les auteurs modernes y figurent aussi en bonne place et nul doute qu'en offrant à son médecin un exemplaire de l'édition originale de la *Henriade*, la baronne de Planta savait lui faire un cadeau très apprécié. Par ailleurs il témoigne de son goût de bibliophile en réunissant de vieilles éditions montbéliardaises et des volumes reliés aux armes des ducs de Wurtemberg-Montbéliard donnés jadis par eux aux Binninger en témoignage de satisfaction.

Mais, de toutes les questions auxquelles Berdot s'intéressait, l'une surtout lui tenait fort à cœur, c'était la question religieuse. Sa correspondance avec M. de Faber en témoigne; il s'y montre un partisan déclaré du protestantisme et parle sans aménité des prêtres imposés par le Roi de France aux quatre seigneuries comtoises, les traitant de « loups-garoux ». Avec son beau-frère J.-J. Duvernoy, il est pour l'orthodoxie luthérienne la plus rigoureuse.

Ses sentiments de piété apparaissent non seulement dans ses lettres à ses enfants, mais aussi dans des notes écrites sur la page de garde de sa Bible de mariage : nous apprenons ainsi qu'entre le mois de mai 1737 et le 31 décembre 1747, L.-E. Berdot n'a pas lu moins de dix fois les *Saintes Ecritures* d'un bout à l'autre.

Cette profonde religiosité mise à part, quel apparaît le caractère de Berdot ? La rapidité de ses études, la rapidité aussi avec laquelle il se plaça au premier rang parmi ses confrères prouvent assez sa puissance d'assimilation et son habileté. Nous verrons en étudiant ses rapports médico-légaux à quel point il est doué de pénétration scientifique et d'esprit d'analyse. Son raisonnement est en général judicieux et si ses conclusions nous paraissent parfois fausses, ce n'est jamais par défaut de logique.

Dans chaque acte de sa vie comme dans chaque trait de son visage apparaissent l'énergie et la ténacité. Il faut reconnaître d'ailleurs que, sans jamais se départir d'indéniables vertus morales, Berdot mit souvent cette persévérance au service de son orgueil et de son ambition. Cette ambition il la fonde sur la conscience qu'il avait de sa valeur scientifique. Toute sa vie il resta sensible aux distinctions honorifiques. Néanmoins, ce qui domine dans la personnalité de Léopold-Emmanuel Berdot, c'est d'une part la curiosité pour toutes les manifestations de l'intelligence humaine et d'autre part un véritable génie d'organisateur qui allait pouvoir donner sa mesure dans les

fonctions médico-légales qui incombait au physicien de la ville et principauté de Montbéliard.

Le fils aîné de Léopold-Emmanuel Berdot, David-Charles Emmanuel, qui fut l'élève et le collaborateur de son père, fournit une carrière moins longue que son père et reste toujours dans le sillage de celui-ci. Il naquit à Montbéliard le 3 avril 1738. Comme son père il fit ses premières études au gymnase de cette ville et comme lui partit pour Bâle fort jeune afin d'y suivre les cours de l'Université et y étudier la médecine. Avant d'avoir l'âge de 18 ans, dans les premiers mois de 1756, il soutient sa thèse *Tentamen physico-medicum de sus-pirio* devant la Faculté de Bâle et obtient au mois d'avril de cette même année, de l'Université, la licence de pratiquer la médecine. Mais L.-E. Berdot voulant que son fils fasse des études médicales très complètes, n'hésite pas à « consacrer le plus clair de son bien afin de procurer à son fils Charles toutes les connaissances et les secours nécessaires pour ce genre d'études ». Il l'envoie donc faire des stages dans plusieurs universités. A Berne. Charles Berdot étudie la chirurgie sous la direction de l'opérateur Kuhn. Il suit aussi les cours de Albert de Haller. Le grand botaniste eut sur Charles Berdot une durable influence et l'honora de son amitié. Ils devaient rester en relations épistolaires jusqu'à la fin de la vie de Haller. Puis Charles Berdot séjourna à Strasbourg pour s'y perfectionner en anatomie, mais surtout pour y suivre les leçons de l'accoucheur

Fried. Enfin, en 1757, il va faire un court séjour à Paris. Pendant ce temps son père réclamait pour lui la charge d'adjoint au Physicat et le rang de Conseiller. Cette demande, appuyée par le Conseil de Régence, obtient satisfaction. Le rescrit ducal nommant Charles Berdot adjoint à son père et Conseiller de Régence est daté du 28 mars 1757. Soit qu'il ait été considéré comme trop jeune pour pratiquer déjà, soit qu'il ait encore voyagé durant une partie de l'année 1757, ce n'est que le 10 juin 1758 que le nouveau physicien-adjoint prête serment. Il venait d'avoir 20 ans.

Son activité médicale s'exerça toujours dans l'orbite de celle de son père. Mais il fit personnellement plusieurs publications scientifiques intéressantes. Ayant été, à la suite de ses études à Bâle et à Berne, reçu membre de la Société suisse de physique et de médecine, il publia dans le Bulletin de cette Société, les *Acre Helvetia* plusieurs observations dont les titres étaient : « De utriusque femoris a causa interna feliciter curata; hydrocephali interni historia et incisio, observationes II; hydrocephalus externus; menstrus hemorrhoidum fluxus in puella trienni; menstruus in sene sudor; foetus biceps; hydrops peritonei; febris octava intermittens; hemorrhagia labii inferioris annua et spontanea; hemiplegia dentri lateris; de lumbricis cucubito erumpentibus ».

Mais les deux sciences auxquelles Charles Berdot s'intéressa le plus furent l'obstétrique et la botanique. De ses travaux de botanique subsiste seulement un

herbier de 151 feuilles conservé à la bibliothèque de Montbéliard. Cet herbier paraît être la « collection d'un débutant à qui les noms auraient été dictés par un botaniste exercé » (1). Mais tout donne à penser que Charles Berdot composa ultérieurement un herbier plus important qu'il soumit à l'approbation d'un de ses amis, Werner de Lachenal (1736-1800), lui aussi élève de Haller, devenu professeur d'anatomie et de botanique à l'Université de Bâle et qui fut le parrain d'un des fils de Charles Berdot.

Quant à l'obstétrique, Charles Berdot s'y intéressa dès qu'il eut suivi les leçons de Fried, accoucheur de la ville de Strasbourg. La lutte contre l'infanticide, l'instruction des sages-femmes, furent des questions qui le préoccupèrent durant toute sa carrière. Dès 1764 il obtient une ordonnance interdisant aux sages-femmes, sous des peines sévères, « de priver de la vie les enfants nouveau-nés difformes ou monstrueux avant la visite du médecin physicien ». Il paraît étrange qu'à cette époque un tel droit fut, de ce fait, reconnu aux médecins. Le 3 mai 1771, il dresse un mémoire où il propose la création d'une école de sages-femmes, et l'établissement pour elles d'un nouveau règlement; il offre aussi d'écrire une instruction pour les sages-femmes du pays de Montbéliard, qui serait imprimée aux frais de la Recette des églises, qui en vendrait successivement les exemplaires. Ce projet est encouragé par le Conseil de

(1) Contejean : *Les herbiers de la flore de Montbéliard* (Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard, 1895).

Régence et approuvé à Stuttgart. L'ouvrage de Charles Berdot intitulé : *Abrégé de l'art des accouchements, à l'usage des accoucheurs, des sages-femmes et des mères de famille de Montbéliard* est publié dès 1773 à Bâle et le 22 août 1774 la création de l'école des sages-femmes et le nouveau règlement sont rendus officiels par un rescrit ducal. Au cours de son voyage à la Cour de Prusse en 1775 Charles Berdot profita de son passage à Cassel pour visiter un hôpital de cette ville où l'on « reçoit toutes les filles de bien du pays qui s'occupent de la multiplication de l'espèce humaine sans en avoir obtenu l'agrément sacerdotal ». Il y observe un dispositif analogue à celui des anciens tours des hospices parisiens, pour la réception des enfants trouvés, mais remarque que « malgré d'aussi beaux arrangements, les exemples d'infanticide ne sont pas rares en Hesse ».

Les travaux scientifiques de Charles Berdot ne l'empêchent pas de profiter de la brillante vie mondaine que l'on menait alors dans la Principauté. Tout jeune il fait imprimer un poème de circonstance : *Les Nœuds fortunés pour l'union conjugale de M. de Faber avec M^{lle} Dorothée de Pfau* (Montbéliard, 1760).

Dix ans plus tard il devient un des familiers de la petite cour d'Etupes (1), s'il faut en croire les *Mé-*

(1) Le prince Frédéric-Eugène de Wurtemberg, installé à Montbéliard en 1763, se fit construire un château à Etupes, où durant les vingt années qui précédèrent la Révolution il reçut un grand nombre de personnages célèbres : ses deux gendres, héritiers l'un de l'empire de Russie, l'autre de l'empire d'Autriche, l'empereur

moires de M^{me} d'Oberkirch qui l'appelle « le bon M. Bertaud » ou « le petit docteur ». Il est nommé premier médecin du prince Frédéric-Eugène. En 1773, celui-ci, ses deux fils aînés, la princesse Frédérique-Dorothée-Sophie, sa femme, leur fille Sophie-Dorothée et la Landgrave de Hesse-Cassel, acceptent d'être les parrains et marraines du fils aîné de Charles Berdot. Bien que cet enfant soit mort très jeune, la princesse Sophie-Dorothée, devenue impératrice Marie-Féodorowna de Russie, n'en continue pas moins à s'intéresser à la famille de son ancien médecin et après la mort de celui-ci elle servit à sa veuve une pension jusqu'à la majorité du plus jeune de ses enfants. Charles Berdot, en 1775, accompagna la princesse de Montbéliard dans un voyage qu'elle fit en Allemagne pour aller à Berlin rendre visite à son fils aîné, officier au service de Prusse et à son oncle, le roi Frédéric II. Le médecin de la princesse tint un journal au cours de ce voyage; dans ce récit, publié il y a quelques années (1), il se montre conteur agréable et spirituel autant qu'observateur attentif.

La mort interrompit brusquement cette carrière, commencée précocement, et qui s'annonçait comme devant être très brillante. En effet Charles Berdot, malade, quitta Montbéliard en juillet 1780 pour aller se reposer à Stuttgart. C'est dans cette ville qu'il mourut, le 7 septembre 1780, à l'âge de 42 ans.

Joseph II, Voltaire, Florian, La Harpe, Lavater, etc. — Cf. à ce sujet : Clément Duvernoy : *Montbéliard au XVIII^e siècle*.

(1) *Un voyage à la Cour de Prusse en 1775*. Publié par E. Fallot, Montbéliard, 1903.

Il laissait cinq enfants en bas-âge de son mariage avec Catherine-Elisabeth Wolf, fille de J. Wolf, receveur des églises de la Principauté. Les traditions médicales des Berdot ne s'éteignirent pas avec David-Charles Emmanuel. L'une de ses trois filles, Anne-Catherine, épousa Georges-Louis Duvernoy (1), d'abord médecin à Montbéliard, puis professeur à la Faculté des Sciences de Strasbourg, enfin professeur au Muséum à Paris et membre de l'Académie des Sciences. Quant à son fils, Charles-Léopold Vernier Berdot (1775-1830), il exerça la médecine, d'abord à Montbéliard puis, dès la fin de l'Empire, à Colmar, où il mourut. Son fils Georges-Louis (1805-1896) et son petit-fils Charles (1835-1912) furent aussi médecins à Colmar. Avec le Docteur Charles Berdot, mort sans enfants, s'éteignirent à la fois cette longue lignée de cinq générations de médecins et le nom même des Berdot.

(1) Georges Louis Duvernoy et Anne Catherine Berdot eurent un fils, Fortuné, qui mourut à Paris en 1827 alors qu'il étudiait la médecine. De leurs deux filles, l'une, Louise, devint M^{me} Jules Peugeot, et fut l'arrière-grand'mère maternelle de l'auteur de cette thèse.

CHAPITRE II

L'Institution du Physicat.

Lorsque L.-E. Berdot revint à Montbéliard en 1732 pour s'y installer comme médecin, les règles et statuts « qui servaient à ceux qui pratiquaient les parties de la médecine » dataient de longtemps. Etablies en 1575 par Jean Bauhin, médecin juré du comte Frédéric, d'après les « Statuts du temps passé », ces règles groupaient dans une même compagnie ou « chonffe » les médecins, les apothicaires et les chirurgiens. Malgré deux essais de réforme, en 1647 et en 1675, ce règlement, notoirement trop peu précis, et, de ce fait, négligé bien souvent, resta intact jusqu'en 1687; à cette époque, Jean-Nicolas Binninger, médecin de la cour, fit compléter les règles de 1575, par quelques nouveaux articles. Jusqu'à la réunion du comté de Montbéliard à la France, malgré les nombreuses tentatives de modifications faites, par les Berdot surtout, ce règlement de 1687 resta seul à régir les médecins, les apothicaires et les chirurgiens.

Les membres de la compagnie se réunissent annuellement le 1^{er} octobre pour élire le maître en chef et le valet de la chonffe. Le secret professionnel est respecté sauf en cas de requête du magistrat sous ser-

ment. Il est aussi interdit d'ôter un client à un confrère. Pour être reçu dans la compagnie, il faut soit faire preuve de grades obtenus dans des Universités fameuses ou de maîtrise dans une ville importante, soit être examiné par le chonffe en présence d'un député de la Seigneurie. La charité et la diligence sont recommandées envers les pauvres malades. Bien que le règlement groupe dans une même corporation médecins, chirurgiens et apothicaires, il s'applique surtout à délimiter nettement leurs attributions les uns envers les autres, à empêcher tout empiètement d'une profession sur l'autre, et aussi à les préserver les uns et les autres contre l'influence toujours menaçante des empiriques. Les boutiques d'apothicaires doivent être visitées une ou deux fois par an.

Le règlement de 1687 prescrit que les apprentis des apothicaires et des chirurgiens devront être présentés « devant le Médecin Juré afin qu'il fasse examen de leurs mœurs et progrès ». D'autre part il est institué qu' « en cas de blessures à la mort ou autres dangereuses battues, contusions et visites d'icelles, le Docteur médecin de S. A. S., assisté d'un chirurgien juré, en fera diligente et très exacte enquête, bien circonstanciée, qu'il rédigera par écrit pour la montrer au Conseil et servir de rapport ».

Ces règlements furent toujours très peu respectés et les réclamations furent nombreuses tant au ^{xvii}^e qu'au ^{xviii}^e siècle. Les règles de 1687, répondant à un besoin d'autorité, avaient donné un rôle prépondérant au médecin de la cour. C'est celui-ci, bien plus

que le maître de la chonffe, qui prend en mains les intérêts de la corporation, qui s'efforce de faire respecter les règlements et proteste, en général avec peu¹ de succès d'ailleurs, contre les abus qui deviennent de plus en plus fréquents.

A la suite de l'extinction, en 1723, de la dynastie des Wurtemberg-Montbéliard, comme les souverains de la branche ducale résideront désormais à Stuttgart, le titre de médecin de la cour est supprimé et lorsque Léopold-Emmanuel Binninger, dernier médecin de S. A. S. le duc Léopold Eberhard, meurt le 13 août 1725, il n'est pas remplacé. Le désordre ne fait que croître dans la compagnie des médecins. Soit par ambition, soit par désir d'obtenir l'autorité nécessaire pour mettre fin à un état de choses préjudiciable tant aux praticiens qu'à leurs clients, la succession de Binninger est âprement convoitée.

Le 10 janvier 1727, un parent de L.-E. Binninger, Jean Nicolas Binninger, pasteur, réclame, « pour son fils Jean-Nicolas, médecin, présentement à Amsterdam en voyage pour se perfectionner dans son art, le caractère de médecin de V. A. S. ou de la ville de Montbéliard, avec un petit logement dans une des maisons seigneurieuses de la ville, et un gage tant modique qu'il lui plaira de fixer ». Une nouvelle requête dans le même sens est approuvée trois ans plus tard par le Conseil qui estime qu'« il est très utile, pour ne pas dire nécessaire, qu'il y ait un médecin juré qui soit obligé à des fonctions qui se présentent comme celles de faire visite des pharmacies

d'assister à la levée des personnes trouvées mortes ou tuées, à l'ouverture de leur cadavre et à plusieurs autres ». Bien que le magistrat, le 9 novembre 1730, affirme « que depuis son retour de ses voyages en Allemagne, Angleterre et Hollande, il a pratiqué l'art de la médecine avec assez de suffisance à pouvoir être jugé capable de l'emploi qu'il requiert », Jean-Nicolas Binninger est débouté de sa demande, la ville et la seigneurie n'ayant pu se mettre d'accord sur le gage à lui octroyer.

Eberhard-Louis de Villeneuve, physicien des seigneuries de Blamont et Clémont, avait réclamé dès le 23 août 1723, qu'on lui octroyât « la charge de physicien ordinaire de la ville et comté de Montbéliard aux honneurs et gages en dépendant ». Il renouvelle cette demande douze ans plus tard et cet emploi lui est refusé par décret du 3 janvier 1738.

C'est vers la même époque que L.-E. Berdot prend rang et sollicite le physicat pour la première fois le 15 novembre 1737. Cette requête ayant été appuyée par le Conseil, Berdot adressa le 1^{er} février 1738 une nouvelle supplique au duc Charles-Rodolphe de Wurtemberg-Neustadt, administrateur des duchés de Wurtemberg-Stuttgart et Principauté de Montbéliard, pour que soit résolue la question du gage et de la manière de le répartir. Berdot « veut bien se contenter d'une somme annuelle de cent livres sur la Recette de la Seigneurie, avec son bois d'affouage, pour ce qu'il fera en fait de visites de cadavres ou autres cas semblables en matière de justice dans la

ville de Montbéliard, lorsque ces frais incombent au domaine, pourvu qu'il soit satisfait de ses journées de campagne lorsqu'il s'agit de s'y rendre et qu'il soit d'ailleurs gratifié de tous les autres avantages et prérogatives dont jouissent les Physiciens du Duché de Wurtemberg. Quant à ce qui restera du surplus du gage, il est très persuadé que la ville et le pays, convaincus de la nécessité de l'établissement d'un Physicien, chacun se fera un devoir d'y contribuer en profitant des attentions que cet emploi exige pour le soulagement des pauvres patients sans distinction du pauvre et du riche; en effet, si l'on répartit dix sols par an par chaque ménage de la ville et six sols par chacun de la campagne, cela sera suffisant pour produire un gage raisonnable, et personne ne pourra se trouver assez déraisonnable pour s'y refuser, puisqu'on ne peut envisager cet établissement comme une nouveauté odieuse mais au contraire comme un bien public et salulaire à un chacun. » Ce curieux projet de Caisse de secours ne fut pas du goût de l'administration de la ville et cette première négociation n'aboutit pas.

Sept ans plus tard seulement, le 6 juin 1744, par une requête adressée au Duc, le Conseil de Ville réclame la nomination de Berdot comme physicien mais refuse catégoriquement de fournir tout ou partie du gage qui lui sera octroyé. Le 23 juin 1744 un rescrit du duc de Wurtemberg nomme L. E. Berdot physicien de la ville et du pays de Montbéliard avec un gage annuel de 200 livres à être payées par la Recette

de la Seigneurie; le rescrit ne précise en aucun point les fonctions du physicien.

Cette nomination répondait à une véritable nécessité, l'anarchie régnant de plus en plus dans la Corporation. Les membres de celle-ci, en 1733, avaient réclamé de nouveaux règlements et la fixation d'une nouvelle taxe d'honoraires. Dix ans plus tard Berdot et son collègue Leconte avaient cru devoir adresser, le 30 mai 1743, au Prince une remontrance pour obtenir l'exécution pleine et entière des règles. Dans ce document, les deux médecins signalent les nombreux abus, contre lesquels ils n'ont cessé de s'élever depuis le 26 août 1732, date de leur inscription sur le livre de la Société. Ils citent de nombreux exemples : ce sont le candidat en médecine Rossel et l'apothicaire Raisin qui exercent illégalement la médecine ainsi que les chirurgiens Morlot et Dunebier; ce sont les deux apothicaires de la ville qui exécutent les ordonnances des empiriques; et puis les chirurgiens Dupuis et Bourgeois qui font des opérations en dehors de la présence du médecin; enfin c'est l'anabaptiste Neuhausen qui pratique les arts de guérir depuis 1732, malgré la défense qui lui en a été faite à plusieurs reprises, et qui a obtenu en 1740 l'autorisation de « pratiquer la chirurgie seulement parmi ceux de sa créance », tolérance dont il profite largement.

Quelques mois plus tard, au début de 1744, Berdot avait eu l'intention de demander pour le collège entier (c'est-à-dire pour les trois médecins, de Villeneuve, Leconte et lui-même), la qualité de physicien

du pays avec des appointements qu'ils se seraient partagés, Villeneuve, le plus âgé, ayant comme district la ville et la banlieue de Montbéliard, Leconte et Berdot desservant la campagne. Mais soit par ambition personnelle, soit qu'il ait promptement reconnu les inconvénients trop évidents d'un tel triumvirat, Berdot renonça à ce projet quelque peu chimérique et dont la réalisation n'aurait pu qu'amener plus de désordres encore dans la corporation.

Quoiqu'il en soit on conçoit facilement la déception et la fureur mal contenues de Eberhard de Villeneuve et de Leconte lorsqu'ils apprirent, dans les premiers jours de juillet 1744, que Léopold-Emmanuel Berdot venait de prêter serment en qualité de physicien entre les mains de M. de Faber, directeur de la Chancellerie et chef du Conseil de Régence. Une lutte violente va s'engager entre Berdot et ses deux confrères, lutte qui durera plusieurs années, jusqu'à la mort, en 1748, de Leconte auquel Villeneuve ne survivra que peu d'années. Ceux-ci élaborent contre leur habile collègue de véritables réquisitoires, dénonçant « l'ambition, l'avarice et le lucre qui ont toujours déterminé ses pas » et s'attaquant tant à son honnêteté qu'à ses capacités professionnelles. Ils s'efforcent de ne pas reconnaître au physicien des fonctions plus importantes que celles des anciens médecins de la cour, et tirent des archives de la Corporation de nombreux exemples tendant à prouver que Berdot outre passe ses droits. Lui, de son côté, prend d'emblée une attitude très hautaine et tend à considérer que son titre le

place au-dessus des règles de la Compagnie; il n'hésite pas à prendre des décisions importantes sans consulter les autres membres de la corporation. La querelle prend rapidement une teinte politique. Berdot est fort bien en cour à Stuttgart et personnellement très lié avec M. de Faber. Il est en général soutenu par le Conseil de Régence et n'hésite pas à présenter au duc de Wurtemberg toute attaque contre le physicat comme une atteinte à son autorité souveraine. Villeneuve et Leconte ont au contraire toute la sympathie du magistrat et tendent à considérer tout nouvel acte d'autorité de Berdot comme un abus de pouvoir du gouvernement wurtembergeois. C'est à ce moment que le physicat prend toute sa valeur d'institution d'origine allemande surajoutée à des coutumes locales très anciennes, d'inspiration française.

Un premier dissentiment se manifeste dès la fin de cette même année 1744. La Société des tanneurs (la tannerie était encore alors la plus florissante industrie montbéliardaise et les maîtres tanneurs étaient à cette époque une vingtaine dans la ville), avait présenté une requête « pour obtenir la permission d'introduire des cuirs de bêtes rouges infectées de la maladie contagieuse », cette introduction ayant été interdite un an auparavant. Villeneuve et Leconte donnent leur avis le 3 décembre 1744 sur cette requête et estiment qu'elle est légitime car si « les cuirs des bêtes crevées de contagion peuvent, étant frais et encore chargés de la matière vénéneuse, propager leur venin à d'autres bêtes de leur espèce, ces mêmes

cuirs étant desséchés et exposés à un plein air pendant l'espace de cinq à six semaines, la plus grande partie de ces matières vénéneuses se dissipe par la dessiccation, l'autre partie étant facilement détruite par le nitre dont l'air est naturellement imprégné, parce que deux contraires venant à se rencontrer, il faut nécessairement que l'un soit détruit par l'autre ou du moins qu'il en résulte un sel neutre qui, bien éloigné d'être encore vénéneux, sert souvent de remède intérieurement ».

Berdot, quatre jours plus tard, proteste avec énergie contre le procédé de ses confrères, estimant qu'on aurait dû lui demander son avis non seulement en sa qualité de physicien de la Principauté de Montbéliard, mais tout au moins comme membre du corps des médecins de cette ville. Il se voit obligé de donner son avis séparément et estime qu'on ne peut donner suite à la requête des tanneurs « sans exposer le bien d'un public tout entier pour favoriser celui de quelques particuliers ». Il critique avec ironie les explications scientifiques de ses collègues et les soupçonne « d'avoir abjuré le bien public, l'amour et la conservation de ses semblables, la saine raison, les principes généraux et fondamentaux de la physique, de la médecine et de l'expérience ». Berdot eut gain de cause et l'interdiction du 11 novembre 1743 ne fut pas rapportée.

Mais cette discussion n'était qu'une escarmouche et une polémique beaucoup plus violente va éclater. Le 1^{er} février 1745 Berdot convoque dans sa maison et examine en particulier Etienne Obinguén dit Dupuis

en vue de le recevoir comme opérateur et accoucheur. A peu de jours de là, c'est encore dans sa maison et en présence d'une partie de la Société seulement (Leconte n'ayant pas été convoqué) qu'il examine l'apprenti Georges Parrot désireux d'être agréé comme maître chirurgien. Leconte ne perd pas de temps et dès le 8 février il adresse une supplique dans laquelle il proteste violemment contre la manière de faire de Berdot, qui est en contradiction évidente avec l'article 7 des Règlements de la Société : « Que désormais nul médecin, apothicaire ou chirurgien nouveau venu, tant à Montbéliard que dans le comté, n'entreprenne exercer l'art sans avoir donné preuve suffisante de leur savoir, soit pour être gradués en Universités fameuses ou être passés maîtres en villes fameuses ou bien être examinés diligemment, devant que pratiquer, en présence de la chonffe et quelques-uns députés de la Seigneurie étant trouvés capables seront reçus gracieusement au nombre de la compagnie des chirurgiens ».

Leconte estime ces examens d'autant plus illégaux qu'ils n'ont pas été faits en présence d'un député de la Seigneurie. Le 13 février, Berdot répond avec hauteur « qu'il a vaqué aux examens dont on se récrie en sa qualité de physicien, ce qui suffit pour autoriser son procédé ». Il ajoute que son titre de physicien lui ayant été donné par le Duc, il pouvait être considéré lui-même comme le député de la Seigneurie. Leconte, dans une supplique du 22 février, réfute les allégations de son collègue; il invoque l'atti-

tude de « ces fameux personnages, MM. Bauhin et Binninger » qui ont rempli les fonctions de physicien, s'ils n'en eurent pas la charge, et qui « n'ont jamais donné atteinte à l'article 7 des règles, qui concerne les examens; au contraire, ils le regardaient de même que les autres comme des lois qu'ils se faisaient plaisir de faire valoir ». Ces mêmes médecins des princes ne procédèrent aux examens qu'en présence d'un conseiller de régence député par la Seigneurie. Enfin Leconte, après avoir accumulé les arguments, les preuves, les citations extraites avec le plus grand soin des archives de la chonffe, « reconnaît évidemment la grâce singulière que S. A. S. fait à ses fidèles sujets, particulièrement aux nécessiteux, en leur procurant un médecin gagé qui les soulage dans leurs maux par son assiduité à les visiter gratis, un médecin qui doit être en état de donner son avis conforme aux lois, aux principes de la nature et à ceux de la médecine dans tous les cas médico-légaux où il en est question, un médecin qui est obligé d'en faire les fonctions sans autre attribution que de ses appointements pour la seigneurie et les pauvres, un médecin qui par son travail doit faire avancer le bien public en contribuant à l'observation du bon ordre parmi tous ceux qui se mêlent de la médecine, et qui est obligé, en vertu du serment qu'il a prêté, de faire ses réquisitions, représentations, lorsqu'il se commet quelque abus, mais nullement un médecin capable de contrevenir soi-même aux lois ». Malgré ces énergiques protestations les examens auxquels Berdot avait pro-

cédé seul furent considérés comme valables; Dupuis et Parrot purent exercer.

Leconte n'en désarma pas pour cela et dans des requêtes du 16 août et du 17 septembre 1745, il prétend encore que l'inscription des deux chirurgiens sur le livre de la chonffe est illégale. Au début de 1747, il reprend cette vieille querelle en élaborant avec Eberhard de Villeneuve une requête au Prince, long fatras d'insinuations calomnieuses envers Berdot et vaste résumé de leurs griefs et de leurs rancunes envers lui. Ils rappellent l'affaire Dupuis et Parrot et en concluent qu'« il est facile à voir que ce n'est que pour s'attirer la pièce que le sieur Berdot veut s'attribuer à lui seul les examens ». Ils l'accusent de tolérer la présence d'opérateurs étrangers les jours de foire; « que conclure de cette négligence affectée; il est facile de conclure et l'on n'en dit pas davantage ». Il reculeraient indéfiniment l'inscription d'un chirurgien au livre de maîtrise « parce qu'il attend sans doute un présent de la part du chirurgien pour s'y déterminer ». Mais ils lui reprochent surtout sa bienveillance envers le sieur Tünebier, chirurgien compromis dans une affaire d'avortement et condamné pour cela à 10 écus d'amende et à la suspension de ses fonctions pendant neuf mois. « Ce criminel trouve cependant une protection, un appui chez le sieur physicien, que les supplians ne peuvent envisager que pour un retour des services qu'il lui a rendus précédemment. Ces services consistaient à lui procurer des pratiques au préjudice manifeste de ses collègues du soin des-

quels il les détournait d'une manière oblique ». Pour Leconte et pour Villeneuve la conclusion de tous ces reproches est « qu'en un mot, il n'y a point d'actions contraires et opposées les unes aux autres que le sieur Berdot n'embrasse pour peu qu'elles concourent à l'avancement de ses intérêts qui en est le principal et unique mobile ».

Berdot et Leconte s'affrontent encore quelques mois plus tard, le 7 juin 1747, quand le physicien, par un placet à « Nos Seigneurs du noble Conseil de S. A. S. », réclame « qu'il soit fait défense à tous les médecins et chirurgiens de cette ville de s'immiscer de leur propre autorité dans les inspections légales ». L'envoi de ce placet était provoqué par le fait que le 3 juin Leconte et le chirurgien Parrot avaient procédé à Rainans à une « inspection de batture » et envoyé un rapport au fisc. Le noble Conseil approuve le placet le jour même et dès le lendemain les chirurgiens promettent de s'y conformer.

Ces polémiques et ces contestations ne rendaient pas facile la tâche de Berdot. Elles étaient dues surtout à la jalousie de ses collègues mais n'étaient possibles que par suite de l'inexistence de règles fixant les attributions du physicien. C'est pourquoi Berdot s'empessa de réclamer des lettres d'Instruction. Dès le mois d'avril 1745, il profita d'un voyage de M. de Faber à Stuttgart pour le prier « de lui procurer des lettres d'instruction au sujet des fonctions qu'il a à remplir et qui compétent aux physiciens, suivant l'usage observé dans le duché de Wurtemberg, et

lesquelles règlent en même temps le rang qu'il doit tenir parmi les officiers de S. A. S., suivant que cela se pratique dans ledit duché ».

Le 12 novembre de la même année, Berdot remontre au noble Conseil « qu'il conviendrait que le physicien ait des lettres d'instruction pour qu'il puisse s'y conformer et exercer d'une manière convenable et irréprochable, et avec quelque autorité, les fonctions de son emploi. C'est ce qui le motive à supplier très humblement le noble Conseil de S. A. S. de vouloir bien les lui faire expédier en la forme ci-jointe en y ajoutant ou retranchant ce qui sera jugé convenable ou non ». Il joint donc à cette remontrance, une copie et une traduction, faite par lui, des lettres d'institution des physiciens du Duché de Wurtemberg.

Le Conseil de Régence examine avec grand soin ce projet et ce n'est qu'un an plus tard, le 19 décembre 1746, qu'il expédie à Stuttgart le texte proposé par Berdot, l'accompagnant d'une relation à S. A. S., approuvant l'ensemble du projet. Le Conseil reconnaît cependant que Berdot y a « fait entrer trois articles qui sont susceptibles de quelques difficultés et qui demandent une résolution spéciale de V. A. S. ». Berdot est mis immédiatement au courant des restrictions que le Conseil fait au sujet de son projet. Il estime que seul l'un des trois articles en contestation, celui ayant trait à la visite des malades de l'hôpital, nécessite des éclaircissements immédiats et, dès le 24 décembre, il adresse une remontrance au Duc.

Berdot dit qu'il « était dans la pensée que la visite et le soin des malades de l'hôpital était une suite et une dépendance naturelle de son emploi, avec d'autant plus de raison que l'usage et la coutume à peu près universelle de toutes les villes et états policés et les lettres d'institution jointes à son rescrit de physicien et envoyées au Conseil de Régence pour lui servir de modèle dans l'expédition de celles du très humble soussigné, se trouvaient parfaitement conformes à cet égard ».

Berdot rappelle que c'est au moment où le Conseil de Régence eût fait connaître au Magistrat qu' « il devait délibérer incessamment sur le gage qu'il pouvait accorder au physicien en qualité de médecin de l'hôpital », que les Neuf Bourgeois établirent et nommèrent le 18 février 1746, « le sieur médecin de Villeneuve pour médecin ordinaire de l'Hôpital avec deux livres 10 sols de gage fixe par mois ». Et il insiste sur « l'atteinte manifeste que le Magistrat donne par cette institution aux droits et autorité de S. A. S. ». La première phrase de l'acte envoyé à Villeneuve dit que : « La qualité de physicien de cette ville étant pourvue par S. A. S., on reçoit le sieur remontrant (Villeneuve) pour médecin de l'Hôpital de cette ville »; n'est-il donc pas évident que les Neuf Bourgeois « ne veulent point accepter le soussigné pour médecin de l'Hôpital parce qu'il a été nommé par le Souverain, physicien de la Ville? » A ces raisons auxquelles le Duc sera, espère-t-il, sensible, Berdot en ajoute d'autres, d'ordre professionnel.

En envoyant à Stuttgart, le 28 décembre 1746, la remontrance du physicien, le Conseil de Régence l'accompagne d'une longue réfutation de la subtile argumentation de Berdot et estime que l'autorité du souverain ne souffre aucune atteinte de la nomination par le Magistrat du médecin de l'Hôpital.

La réponse du Duc se fit attendre près de deux ans. Ce n'est que le 29 novembre 1748 que, par un Rescrit adressé au Conseil de Régence et signé à Stuttgart, le Duc Charles-Eugène donne son avis sur le Projet de Berdot. Il donne ainsi son approbation sur l'ensemble des lettres d'institution et examine chacun des trois articles en litige, donnant raison au Conseil de Régence.

Il nous paraît intéressant de publier ici le Projet des lettres d'Instruction tel qu'il fut présenté à l'approbation du Duc par le Conseil de Régence et en le faisant suivre des décisions prises par le Duc dans le Rescrit du 29 novembre 1748 au sujet des 3 articles qui fournissaient matière à contestation. En effet, ces documents sont les seules directives que reçurent jamais les physiciens. Le 11 janvier 1775, c'est encore « conformément à l'article 10 des règles de la Société et au gracieux Rescrit de S. A. S. du 29 novembre 1748 » que le Conseil de Régence ordonne à Berdot de faire la visite des pharmacies. Malgré l'élaboration, par Berdot fils, vers cette époque, d'un nouveau règlement concernant le physicien, on ne trouve aucune trace d'approbation officielle de ce nouveau projet, et tout donne à penser que le rescrit de 1748 eut force

de loi jusqu'au rattachement du Comté à la France.

Règlement de S. A. S. Monseigneur Charles, Duc régnant de Wurtemberg, etc., etc., suivant lequel le Physicien de la Principauté de Montbéliard aura à se comporter dans les devoirs de sa charge en conformité du serment qu'il a prêté entre les mains du Chef du Conseil de Régence.

1. — Il recherchera soigneusement et procurera autant qu'il lui sera possible, notre avantage et utilité, aussi bien que celle de notre Principauté de Montbéliard, travaillant et s'employant de son mieux à prévenir et écarter tout ce qui pourrait être préjudiciable tant à nous qu'au public, particulièrement en ce qui concerne la conservation de la santé, la guérison des maladies et autres choses sortables à son art et à sa qualité de Physicien. En un mot il s'acquittera en conscience de tous les devoirs attachés à la charge de notre Médecin et Physicien juré, surtout il s'étudiera à une conduite honnête, chrétienne et irréprochable, afin que par ce moyen, attirant sur ses études et sur son travail la bénédiction du Seigneur, il soit en état, avec l'assistance divine d'aider à un chacun par ses conseils et par son secours.

2. — Dès qu'il sera appelé en sa qualité de médecin par un ou plusieurs sujets de notre Principauté, de quelque ordre et condition qu'ils soient, pour quelque maladie que ce puisse être, il s'y rendra au plus tôt soit de jour, soit de nuit, visitant avant tout autre celui chez qui il aura été appelé le premier ou dont l'état demandera le plus prompt secours; il emploiera diligemment ses soins en faveur d'un chacun, du pauvre comme du riche, selon l'exigence du cas, et cela pour un juste salaire, conforme à la taxe qui sera faite à ce sujet, au delà de laquelle il n'exigera rien de personne.

3. — Au cas que de nos sujets, malades et infirmes, soient destitués des moyens de se faire traiter, panser et soigner

convenablement, il s'adressera aux gens de notre Conseil, et autres de nos officiers, pour leur procurer les secours nécessaires tant à leur entretien qu'à leur guérison, soit dans une maison particulière, soit dans l'hôpital.

4. — Lors donc qu'un malade sera hors d'état, par l'endroit de sa pauvreté, de payer le dit médecin et l'apothicaire, ils dresseront leurs comptes, le premier suivant la cure et le second conformément à la taxe; et il leur sera payé ce qui est de raison soit de la caisse des pauvres de la Chancellerie, soit de l'Hôpital, soit de la boîte des pauvres ou autres fonds pieux du lieu.

5. — De plus ledit physicien fera lui-même en personne la visite et inspection des pharmacies de manière que les apothicaires ne puissent point être instruits auparavant de sa venue, et cela régulièrement, surtout dès le commencement du printemps jusqu'à la fin de l'été, afin que tous les fruits, sucs, racines, fleurs, semences et autres simples, soient cueillis, préparés et conservés dans le temps convenable; de même que toutes les distillations et autres préparations qu'on en fait, soit sirops, masses, opiates, électuaires, conserves, etc., et autres compositions, se fassent soigneusement et proprement suivant l'usage et la manaduction des maîtres de l'art les plus approuvés. Avec défense aux apothicaires de donner de leur chef aucun remède interne sans ordonnance ou participation de notre physicien ou d'un docteur en médecine reçu et approuvé. Lui enjoignant aussi de veiller à ce que lesdits apothicaires soient **pourvus** de bonnes drogues fraîches, non falsifiées, et tirées des endroits non infectés de contagion. Auquel effet il sera enjoint aux apothicaires de ne point faire ouverture des caisses qui leur arriveront sans en avertir le Physicien qui se transportera chez eux pour être présent à cette ouverture, et pour en faire la visite. Que si ledit Physicien remarque quelque défaut ou mauvaise qualité dans les drogues et dans les préparations différentes qu'ils en

feront, lesdites drogues seront déclarées pour rebut, et jetées en voye. Et quant aux apothicaires, ils seront exhortés à être plus diligents. Au cas que ledit physicien trouve quelque chose de dangereux ou de frauduleux dans l'exercice de leur art, il en fera son rapport à notre Conseil de Régence et à notre procureur général pour y ordonner suivant l'exigence du cas.

6. — Il est aussi enjoint audit docteur physicien de dresser diligemment et d'une façon intelligente ses ordonnances et recettes pour que l'apothicaire puisse bien les lire, et de marquer la véritable dose et le poids afin que ce dernier ne s'y trompe pas, et pour que lui-même ne commette point quelque erreur préjudiciable au corps humain soit dans la dose, ou autrement il repassera et relira avec attention ses ordonnances avant que de les remettre.

7. — Il veillera à ce que la taxe qui sera prescrite aux apothicaires soit exactement suivie sans qu'ils l'outrepassent à l'égard de personne, et toutes les fois qu'un apothicaire prendra un nouveau garçon de boutique, il sera tenu, avant sa réception, de lui faire subir un petit examen par notre physicien qui, en cas de besoin, lui fera faire une composition pour se mieux convaincre de sa capacité.

8. — Il ne sera permis à aucun apothicaire de prendre un apprenti sans qu'il ait été préalablement examiné par ledit physicien dans la grammaire latine, et non seulement reconnu savoir parler et entendre passablement cette langue, mais encore avoir les qualités requises de l'esprit et du corps. Et ledit physicien tiendra la main à ce que lesdits apprentis s'appliquent diligemment à l'étude de la botanique, de la chimie et de la pharmacie, sans que les maîtres les en puissent détourner en les appliquant et occupant à des affaires domestiques. Et il s'acquittera du tout sans haine, ni faveur pour qui que ce soit, mais uniquement pour le bien et l'avantage public.

9. — Ledit physicien ne s'associera point à un apothicaire, et ne commercera point lui-même de remèdes, de quelque nature qu'ils puissent être, mais enverra les gens à l'apothicairerie, pour s'en pourvoir, afin que chacun reste dans les bornes de sa vocation.

10. — Ne sortira point des terres de notre Principauté pour vaquer à ses affaires particulières, sans en donner avis aux gens de notre Conseil. Et s'il est appelé hors de la ville, chez un malade de la campagne, il dira l'endroit où on pourra le trouver en cas de besoin.

11. — On n'établira aucune sage-femme dans toute notre Principauté de Montbéliard qui n'ait été préalablement examinée par ledit physicien; et ensuite d'examen et d'instruction de sa part, jugée suffisamment capable d'assister les femmes et les enfants dans les accouchements; et cela moyennant le salaire qui lui sera fixé par chaque examen, et à payer soit par la sage-femme même, soit par la communauté où elle sera reçue en cas qu'elle n'en ait pas les moyens.

12. — Il ne pourra s'établir dans toute l'étendue de la Principauté de Montbéliard aucun chirurgien et opérateur sans avoir été jugé capable et agréé par notre physicien.

13. — Il ne sera permis à aucun opérateur, dentiste, oculiste et autres gens de cet ordre, de même qu'à aucun matérialiste, vendeur de drogues et herbes médicinales, porteur de Thé de Suisse, etc., de vendre ni débiter aucunes drogues et herbes, ni de faire aucune opération dans toute l'étendue de notre Principauté de Montbéliard, sans la participation de notre physicien.

14. — Lorsque ledit physicien donnera son avis et avertissement sur une requête, en vertu d'un appointment de notre Cour et Chancellerie, il lui sera payé, par la partie, pour ledit avertissement...

15. — Et, au surplus, ledit physicien jouira de tous les avantages, prérogatives, rang et immunités dont jouissent

et doivent jouir les physiciens de notre Duché de Wurtemberg.

Articles qui demandent une résolution particulière de S. A. S. :

1^o Il fera chaque semaine une visite à l'Hôpital, et s'il y a des malades, il les visitera autant de fois que la situation et les besoins du malade le requerront. Entendant que ses honcraires lui seront payés pour cela, des revenus de l'hôpital ou de la ville, soit par une pension annuelle, ou autrement.

2^o Et, comme notre gracieuse intention est de pourvoir au bien, tant public que particulier de notre Principauté de Montbéliard et de faciliter les moyens de cultiver et perfectionner la médecine, nous voulons que les corps de tous les étrangers qui mourront dans l'hôpital de notre ville, de même que ceux des malfaiteurs qui seront punis de mort, soient à la disposition dudit physicien, pour en faire la dissection surtout en hiver et dans un endroit propre qui lui sera fourni à cet effet. Entendant aussi, que les personnes de l'art, aussi bien que les jeunes gens qui veulent l'étudier, pourront assister à ces démonstrations anatomiques, moyennant un salaire raisonnable de leur part pour le dédommager des dépenses nécessaires à cet effet.

3^o Lorsque le physicien sera appelé de notre part à la visite de quelque cadavre, blessé, et autres, les personnes intéressées auxquelles il incombera de supporter les frais, seront tenues de lui payer pour sa journée et sa dépense 6 livres 8 sols, et pour son rapport en justice 6 livres, au cas qu'il se trouve chez eux de quoi payer; mais au cas d'insolvabilité, sa dépense lui sera remboursée des deniers de notre Recette, sans qu'il puisse rien exiger pour ses journées.

Tel est le projet que, par son rescrit du 29 novembre 1748, le duc Charles-Eugène approuva à l'exception des trois derniers articles, au sujet des-

quels il exprima son opinion par les paragraphes suivants : (l'original est en allemand).

1^o En ce qui concerne le premier point de la pétition attachée à votre relation n^o 52, et notamment au sujet des visites à l'hôpital de votre ville, nous n'avons pas désir d'y souscrire, mais nous demandons que suivant l'usage observé jusqu'ici, la nomination d'un médecin soit laissée au libre choix du Magistrat et laissons par conséquent en l'état les dispositions qu'il avait prises.

2^o Quant au 2^e article, nous ne nous opposons pas en effet à ce que le physicien Berdot fasse parfois des dissections anatomiques et des démonstrations au profit des jeunes chirurgiens. Mais nous voulons qu'il fasse chaque fois la demande du cadavre dont la remise dépendra ainsi de votre disposition; de même des instructions de ce genre ne doivent provoquer aucune plainte de personne.

3^o Et pour l'article 3, comme il n'a jamais été d'usage que le fisc paye quelque chose pour des inspections légales; nous pouvons d'autant moins accéder au désir du demandeur que ce travail gratuit a été formellement convenu dans le Décret de sa nomination. Nous voulons toutefois nous en rapporter à votre jugement dans les cas difficiles et extraordinaires pour voir s'il y a lieu de lui payer quelque chose et combien.

Voilà la réglementation qui devait servir de directive aux physiciens jusqu'à la suppression de leur emploi.

La question du traitement fut plus longuement discutée. Lors de la nomination de Berdot comme physicien, le Rescrit du Prince lui attribuait un gage annuel de 200 livres à être payées par la recette de la Seigneurie. Durant les premières années, Berdot

remontre au Conseil que n'ayant « aucun revenu en grain ni aucune récolte à faire il se trouve dans le cas des oiseaux qui ne sèment^s ni ne moissonnent et ne peut faire sa provision de grains pour l'entretien de son économie ». On lui octroye « sans conséquence pour l'avenir, quarante-huit quartes de froment pour le prix de cent livres, qui est la moitié de son gage ». Ultérieurement, nous ne trouvons plus trace de cette équivalence d'une partie de son gage en nature, et il est probable que dès qu'il eût acheté le domaine de Couthenans, il renonça à ce prélèvement sur les greniers du Prince.

Berdot avait eu la prétention, dès 1745, de se faire attribuer, en plus de son traitement, une indemnité, payable par la Seigneurie, pour chaque inspection légale faite d'un individu non solvable. La demande ne fut pas agréée et seules des indemnités de déplacement lui furent parfois octroyées.

Mais deux ans plus tard, Berdot estime son gage insuffisant. Le 1^{er} octobre 1747, il réclame qu'on lui fournisse le fourrage nécessaire à l'entretien de deux chevaux et que l'on augmente ses gages au rang de ceux des archidiaeres. Il invoque pour cela l'impossibilité où le met son rang de physicien de s'absenter de Montbéliard et de soigner les malades des environs, d'où limitation de sa clientèle. Mais il estime surtout que son traitement est « bien loin de pouvoir fournir à son entretien et à celui de sa famille qui s'augmente tous les ans d'un sujet de V. A. S. ». Sensible à des raisons aussi légitimes, le Duc lui accorde 200 livres

d'augmentation « qu'il percevra annuellement et par quartiers, de la Recette Séculière ». C'est le 21 juillet 1749 que le Conseil fait connaître à l'intéressé la décision du prince, d'autant plus volontiers que la Seigneurie n'en supportera pas les frais. En effet en signalant, ce même jour, au Receveur Général Lallance, cette augmentation, le Conseil lui enjoint de « se faire rembourser des Communautés du Pays qui les (les 200 livres) feront entrer dans les reportements annuels de l'extraordinaire de ces mêmes communautés ».

D'après une telle décision, ce sont les villages qui désormais vont avoir la charge de payer la moitié du traitement du physicien. Les communautés villageoises se récrièrent et refusèrent de payer. Nous trouvons encore un écho de leurs protestations, bien des années plus tard, quand le 26 juillet 1757 le Prévot (1) Duvernoy communique au Conseil une Requête dans laquelle le juge de la prévôté, parlant au nom des communautés, supplie le Prince de les exempter de cette charge, leurs finances étant fort obérées; « d'ailleurs il est connu que Monsieur le Physicien Berdot est un homme moyenné (*sic*) et un des plus riches bourgeois de cette ville, qui n'a conséquemment pas besoin » d'un tel traitement. Bien que l'exemption n'ait jamais été accordée, les commu-

(1) Le Prévot, officier sous les ordres du Procureur Général, s'occupait des villages tant au point de vue judiciaire que financier, militaire et qu'en matière de police.

Cf. Pierre Walter : *L'ancienne administration de la Principauté de Montbéliard*, p. 40.

nautés se refusèrent à payer, et nous savons, par le témoignage de Berdot fils, qu'en 1771 c'est toujours la Recette Générale qui paie les 400 livres.

Quant à l'octroi du fourrage nécessaire à l'entretien de deux chevaux, il est refusé. Il en est de même d'une demande analogue faite par Berdot fils en 1771 et réitérée l'année suivante.

L'ambition de Berdot ne se bornait pas à souhaiter des avantages pécuniaires. Il était aussi avide d'honneurs et se montra désireux, dans sa supplique du 1^{er} octobre 1747, d'obtenir le rang et caractère de Conseiller. Il renouvelle sa demande deux fois au cours de l'année 1748 en faisant remarquer que ses prédécesseurs médecins du Prince et faisant fonctions de physiciens, « parmi lesquels il compte nombre de ses ancêtres » ont été honorés du titre de Conseiller. Enfin le 2 juillet 1749 il est nommé Conseiller. Berdot resta toujours très fier de son rang de Conseiller et, malgré soi, on songe à Saint-Simon en lisant la requête que Berdot adresse au Prince le 23 octobre 1770 pour lui exposer les rivalités de préséance qui les mettent en opposition, son fils et lui, avec plusieurs des Conseillers, parmi lesquels sont ses deux gendres Beurnier et Jeanmaire, et nombre de ses parents. D'ailleurs les Berdot sont déboutés de leur demande et le Prince établit que les Conseillers de Régence actuels auront en tous temps le pas sur les Conseillers titulaires honoraires, quelle que soit leur ancienneté. Nul doute que l'amour propre de l'or-

gueilleux Berdot ait cruellement souffert d'une telle décision.

Vers cette même époque de 1748-1749, le Physicien exprima un autre désir ; celui d'obtenir l'extension de Physicat aux quatre seigneuries de Blamont, Clémont, Hericourt et Chatelot, dont Louis XV, par le traité du 10 mai 1748, venait de reconnaître la possession au duc Charles-Eugène de Wurtemberg, tout en en gardant la suzeraineté. Si le physicat des quatre seigneuries et du Comté n'est pas dans les mêmes mains, dit Berdot, la France pourra exiger que le Physicien des seigneuries comtoises soit un « sujet de Bourgogne » ; donc, « il importe, après la réunion des quatre seigneuries, de les confondre à tous égards avec la Principauté, comme ne faisant ensemble qu'un seul et même Pays, sans aucune distinction ni différence ». Loin de suivre les suggestions, trop évidemment intéressées de son physicien, le duc laisse la question en suspens, de peur de créer des difficultés avec la France qui pourrait prétendre à pourvoir au poste que Berdot réclamait pour lui-même. En 1768 seulement, le duc nommera comme physicien des quatre seigneuries comtoises le médecin Raisin qui avait déjà réclamé ce titre, mais en vain, sept ans plus tôt. Il semble d'ailleurs que jusqu'à cette époque les Berdot aient exercé officieusement le Physicat dans les quatre seigneuries.

A partir de cette année 1749, les attributions, les avantages matériels et le rang du Physicien, sont établis de manière à peu près définitive, et l'histoire

du Physicat ne comprendra plus désormais que l'établissement de deux physiciens adjoints.

C'est dès le début de 1757 que Berdot réclame pour son fils David-Charles-Emmanuel, qui venait de soutenir sa thèse à Bâle et n'avait pas encore dix-neuf ans le titre de Physicien adjoint et le rang de Conseiller. Berdot dit qu'il a « voué son fils aîné à l'étude de la médecine, tant pour le mettre en état de servir V. A. S. et la Patrie, que pour continuer d'employer au bien public de ce pays les observations utiles faites successivement par des médecins de la famille depuis passé un siècle, n'ayant dans cette vue épargné ni soins ni dépenses ». Il demande donc que le duc accorde à son fils « le caractère et rang d'adjoint au Physicat de la Principauté de Montbéliard, sous promesse de percevoir en son temps les gages et émoluments dont son père a été gracieusement pourvu, en cas de survivance ». Le 16 mars 1757 le Conseil appuie la demande du Physicien et le 28 mars 1757, le duc Charles-Eugène signe le Rescrit nommant Charles Berdot Physicien adjoint et Conseiller. Mais étant donné son âge, ce n'est que plus d'un an plus tard que le jeune médecin prête serment, le 10 juin 1758. Trois ans plus tard, en 1761, Charles Berdot sera nommé par le Magistrat médecin adjoint de l'Hôpital, dont son père était médecin titulaire en remplacement de Villeneuve, depuis 1754. Mais cet emploi restait pleinement indépendant du Physicat.

Quelques années plus tard, le Physicat allait perdre cet aspect de charge familiale et héréditaire. En effet,

à la fin de l'année 1774, le Conseil de Régence fait connaître à Berdot que le sieur Raisin fils vient d'être nommé, le 23 novembre, physicien adjoint et qu'il alternerait dans l'exercice de ses fonctions avec les deux Berdot. Ce médecin Raisin paraît avoir eu une carrière aventureuse. Ayant obtenu, sur la présentation de faux documents, le degré de Docteur en Médecine de l'Université de Montpellier, il s'était installé à Montbéliard. Mais, sa supercherie ayant été découverte, une sentence du Conseil du 14 janvier 1756 lui fait défense d'exercer dorénavant l'art de la médecine dans le Pays. Toutefois, sur l'intervention de M. de Luppé, intendant d'Alsace, le duc l'autorisa, le 9 avril 1760, à s'installer à Montbéliard et à y exercer. Raisin avait ambitionné le titre de Médecin de Cour et finit par obtenir en 1768 le Physicat des quatre seigneuries. Quand Berdot apprend la nomination du second adjoint qu'on lui impose, il s'empresse de protester auprès du duc par une requête du 4 novembre 1774. Il montre les difficultés du système de l'alternance des Physiciens, rappelle le passé peu avouable de Raisin. « Il me serait d'ailleurs, Sérénissime duc, bien douloureux de partager des fonctions que j'ai l'honneur d'exercer depuis plus de trente ans, et de finir une carrière avec un sujet dont la conduite a été marquée par des écarts aussi humiliants », ajoute mélancoliquement le vieux Physicien. Le 19 décembre le Conseil signifie à Berdot que sa protestation est inefficace et que Raisin est définitivement nommé physicien adjoint.

Il n'y a désormais plus d'acte officiel ayant trait au Physicat. Après la mort prématurée de Charles Berdot, en 1780, son père n'exerce plus que pendant peu d'années. Il voit encore quelques malades, fait quelques inspections légales jusqu'en 1784, puis c'est la retraite et le silence. Le Physicat allait d'ailleurs disparaître avec son fondateur et premier titulaire. A la mort de Berdot, en 1787, il ne se trouvera personne pour réclamer cette charge dont l'établissement, quarante-trois ans plus tôt, avait provoqué tant de convoitises et d'ardentes discussions.

CHAPITRE III

L'Activité médico-légale des Berdot.

Quel emploi les Berdot firent-ils de leur titre de « Physiciens »? Ils prirent très au sérieux leur rôle de médecins légistes et s'acquittèrent avec beaucoup de zèle des obligations que leur imposait leur charge, s'acharnant à faire respecter les règlements existants et à en obtenir d'autres plus précis, pratiquant avec la plus grande diligence les expertises médico-légales, prenant enfin souvent l'initiative de mesures d'hygiène publique.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, avec quelle persévérance Léopold-Emmanuel Berdot s'attaqua aux abus qui se commettaient ouvertement au sein du Corps médical. Dès la première année du Physicat, il ouvre la lutte, dénonce les chirurgiens et les apothicaires qui exercent illégalement la médecine, prie le Conseil d'exiger du sieur Rossel qu'il fournisse la preuve de ses études médicales et du chirurgien Dupuis qu'il prête serment, réclame que la profession de sage-femme soit surveillée, et demande qu'il soit fait défense aux marchands épiciers « de vendre et débiter comme ils le font, quant à une partie, aucuns purgatifs, compositions et autres remèdes

intérieurs et extérieurs, principalement de l'arsenic et autres drogues dangereuses ». Cette requête à fins multiples, datée du 12 novembre 1745, est approuvée dès le 4 janvier 1746, par le Conseil de Régence qui, le même jour, élabore une ordonnance interdisant aux marchands épiciers de vendre des remèdes et surtout de l'arsenic « à peine de cent livres d'amende et autres arbitraires suivant les cas de contravention ». Berdot ne se lasse pas de protester contre chaque illégalité et au bout de quelques années il réussit à rétablir l'ordre dans le corps médical, chez qui le respect des règles était, depuis plus d'un demi-siècle oublié. Il semble que ce soit vers les années 1753-1755 qu'il ait finalement triomphé des empiriques et qu'il ait acquis assez d'autorité pour empêcher tout abus à l'intérieur même du Corps médical.

Mais Berdot se rend bien compte que ce retour à la légalité sera précaire tant qu'il lui faudra obtenir une ordonnance ou un rescrit ducal pour résoudre chaque cas particulier. La vétusté des Règles de 1575 même remaniées en 1687, lui paraît évidente et, reprenant un projet formé dix ans auparavant, il rédige un « Règlement concernant les Médecins, Chirurgiens, Apothicaires et Sages-femmes de la ville et principauté de Montbéliard », destiné à être approuvé et promulgué par le duc. Ce règlement, remis le 23 août 1755, entre les mains du Baron de Gemmingen, Gouverneur de la Principauté, est envoyé trois jours plus tard à Stuttgart par le Conseil de Régence qui prie le Prince de « vouloir bien en commettre l'examen à un

de ses collègues de médecins dans le Wurtemberg ». Ce règlement élaboré par L. E. Berdot ne fut jamais promulgué. Il n'en est pas moins intéressant pour cela d'en examiner les principaux caractères.

Alors qu'en 1745 Berdot avait proposé la séparation des différentes sections de l'ancienne corporation, dans le préambule du Règlement de 1755, il se montre d'avis que « les médecins, les chirurgiens et apothicaires ne feront désormais, comme du passé, qu'un même corps ou compagnie où le Physicien, et en son absence un autre médecin, présidera, le maître de la compagnie devant être choisi d'entre les chirurgiens ou les apothicaires seulement ». Cependant, les médecins, les chirurgiens, les apothicaires, et les sages-femmes, auront des réglementations parfaitement séparées.

Quelles sont les innovations du Règlement concernant les médecins? Tout d'abord, la marche à suivre pour obtenir la permission d'exercer la médecine est précisée de la manière suivante : le postulant joindra à sa requête l'avis du Physicien en exercice au sujet des lettres authentiques de Doctorat ou de Licence obtenues dans une Université fameuse d'Allemagne », dont il lui aura présenté l'original. Si l'autorisation est accordée au candidat, il devra, avant d'exercer, « prêter serment sur le présent règlement ».

Par les articles 6 et 7 il est formellement interdit au médecin de s'associer à un apothicaire et même de « conseiller au malade de prendre ou faire préparer ses remèdes chez un certain apothicaire de cette ville

plutôt que chez un autre, à moins qu'il ne sache bien certainement que les remèdes qu'il prescrit ne se trouvent point dans une autre pharmacie ou qu'ils sont d'une qualité mauvaise et beaucoup moindre que dans celle qu'il indique ». Il est aussi prescrit de laisser le même libre choix au malade à l'égard des chirurgiens.

Le médecin « dénoncera incessamment et fidèlement au Conseil de S. A. S. tous les cas punissables qui viendront à sa connaissance et qui seront relatifs à la profession de la médecine » (article 9), mais d'autre part « il ne divulguera point les maladies et infirmités que ses patients veulent être tenues secrètes à moins qu'elles ne soient de nature pestilentielle ou contagieuse; dans lesquels cas il en informera le Physicien et en avertira incessamment la Régence ».

Un des articles les plus intéressants du Règlement est celui qui fixe « le salaire qu'un médecin pourra exiger ». Bien que n'ayant jamais été en vigueur ce tarif n'en est pas moins instructif.

Pour avis, inspection d'urine et ordonnance faite et donnée dans sa maison : 10 sols.

Pour première visite de jour : 1 livre 5 sols.

Pour la seconde visite et chacune des suivantes, y compris les ordonnances et les inspections d'urines faites dans la maison du malade : 12 sols.

Pour visites de nuit on leur paiera le double de celles de jour, savoir l'été depuis 11 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin, et l'hiver depuis 10 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin.

Pour la première : 2 livres 10 sols.

Pour la seconde et les suivantes de nuit : 1 livre 4 sols.

Dans les maladies épidémiques et contagieuses il leur sera payé le double de l'ordinaire.

Pour consulter avec un ou plusieurs autres médecins, soit qu'on le fasse seulement de bouche, soit qu'on la rédige par écrit, depuis 3 livres jusqu'à 6 livres selon le cas, la nature des maladies et la qualité des personnes.

Pour un avis par écrit ; depuis 2 livres jusqu'à 4 livres.

Pour une demi-journée de voyage à cheval : 4 livres.

Pour voyage où le médecin est obligé de séjourner plus d'une demi-journée dans la Principauté de Montbéliard : depuis 6 livres jusqu'à 7 livres 10 sols, et s'il est obligé de découcher, il lui sera payé une demi-journée de plus.

Dans les maladies de longue durée ou chroniques, le médecin se contentera de 2 livres 10 sols ou de 3 livres au plus par chaque semaine pour toutes les visites qu'il sera obligé de faire au patient. Et cela pour éviter les frais que la multiplicité des visites pourrait occasionner.

Pour une simple visite ou inspection d'un corps mort faite à la seule réquisition des parents, il sera payé au médecin 2 livres 10 sols.

Et quand il sera requis par les parents d'assister à l'ouverture d'une personne morte de maladie contagieuse ou épidémique ou cachée, ou violence, sans qu'il soit intervenu aucun ordre de la justice, depuis 4 livres jusqu'à 6 livres.

L'article 16 précise que « lorsqu'un malade sera hors d'état; par sa pauvreté, de satisfaire le médecin ou le chirurgien ou l'apothicaire, il leur sera païé ce qui sera de raison soit de la caisse des pauvres de la chancellerie, soit de l'hôpital, soit de la boîte des pauvres ou d'autres fonds pieux ».

Enfin le 18^e et dernier article dit que les médecins

de Montbéliard se conformeront aux règlements qui s'observent dans le Duché de Wurtemberg pour tous les cas omis par leur propre règlement.

Cette évocation des règles observées en Wurtemberg se retrouve dans le règlement des Apothicaires. Celui-ci, et celui des chirurgiens, sont fort détaillés surtout pour les questions d'apprentissage, mais ils n'apportent pas de grandes innovations par rapport au règlement de 1687. Toutefois ils sont accompagnés l'un d'une Taxe pour les chirurgiens et l'autre d'une Taxe des médicaments, toutes deux très complètes et dont la publication ne saurait trouver place dans cette thèse.

Le Règlement concernant les Sages-femmes présente plus de nouveautés. Parmi les qualités requises, il faut que la candidate appartienne à « une famille honnête, de probité, qui ait de la piété jointe à une conduite réglée et irréprochable. Il faut qu'elle ait été mariée, qu'elle soit d'un âge ni trop jeune ni trop avancé ». On lui recommande d'être « modeste et discrète, non causeuse ni porteuse de nouvelles ». S'étant fait instruire pendant trois mois par le Physicien, un chirurgien ou une sage-femme expérimentée, les candidates seront reçues par le Conseil de Régence après examen pratiqué par le Physicien. D'autre part « on procèdera à l'élection des sages-femmes des villages en recueillant la pluralité des suffrages des femmes mariées et en état d'avoir des enfants; celles qui auront le plus de suffrages et qui seront réputées les plus capables et en état d'en remplir les fonctions

se muniront d'une attestation de leur ministre, du maire et des anciens du lieu qui sera jointe à la requête qu'elles présenteront au Conseil de Régence ».

Un autre article prescrit « qu'elles dénonceront incessamment à la justice les personnes qu'elles apprendront vouloir cacher une grossesse illégitime ou se servir de remèdes internes ou externes pour se procurer un avortement ». Dans les règlements ultérieurs cette injonction sera plus détaillée et plus catégorique.

Nous n'y retrouverons plus, au contraire un autre article que L.-E. Berdot introduit dans son projet. Avec beaucoup de bon sens il écrit : « Et comme, depuis quelque temps, il s'est introduit dans la ville et dans les villages une pratique abusive et très dangereuse, savoir que les sages-femmes sont chargées d'ensevelir les morts de l'un et de l'autre sexe, et même incessamment après leur trépas, ce qui non seulement blesse la pudeur et la bienséance, mais encore expose les femmes accouchées et les enfants à des accidents fâcheux par l'endroit que ces sages-femmes peuvent, lorsqu'elles sont appelées, être chargées d'exhalaisons cadavéreuses et malignes, surtout dans les temps de maladies épidémiques et contagieuses. Nous voulons et statuons que désormais on établisse des ensevelisseurs et des ensevelisseuses jurés, qui n'auront pas d'autres fonctions publiques que celle-là, et que les sages-femmes ne soient plus employées à cette sale et dangereuse fonction, ni qu'il leur soit permis de donner des lavements aux

malades sinon aux petits enfants et aux femmes accouchées qu'elles soignent ».

Quant au salaire il sera de trois à six livres « à condition qu'elles assisteront l'enfant et la femme en couches au moins pendant quinze jours ». Dans les villages, on ne leur paiera que deux livres dans ce cas et une livre dix sols si elles ne soignent que pendant huit jours.

Ce projet de Règlement que Berdot avait cru de son devoir de Physicien d'élaborer, ne fut jamais rendu officiel. Quelques années plus tard, le 21 juillet 1763, les Médecins, chirurgiens jurés et apothicaires demandent une réforme. Le 22 mars 1765 Berdot le Père, Raisin docteur en médecine, Raisin apothicaire, J.-J. Parrot, chirurgien juré, Morel. Fries, Verenet et Morlot, signent tous une supplique réclamant l'établissement d'un « règlement nécessaire pour la réforme générale de tous les abus qui intéressent particulièrement leur compagnie ». Pas plus que les demandes précédentes celle-ci n'aboutira. Charles Berdot lui aussi établit un nouveau projet de réglementation, d'ailleurs presque semblable à celui de 1755, mais comprenant en outre des articles concernant le Physicien et le Physicien adjoint. Il ne semble pas que le Conseil de Régence ait été saisi de cette nouvelle tentative.

Charles Berdot réussit pourtant, nous l'avons vu, à faire promulguer par le duc Charles-Eugène, le 22 août 1774, un règlement au sujet des sages-femmes règlement qui fut complété le 1^{er} mai 1787 par une

ordonnance du duc Frédéric-Eugène, statthouder de la Principauté (1). Ce règlement, rédigé par Charles Berdot lui-même, est inspiré de celui élaboré en 1755 par son père. Il y aura désormais dans chaque communauté non seulement une sage-femme jurée mais aussi une sage-femme adjointe, élue « à la pluralité des suffrages des femmes du lieu ». Il est recommandé à toute matrone de demander le secours d'un accoucheur dès qu'elle « aura remarqué soit par la disposition de la mère, soit par la situation de l'enfant, que l'accouchement doit être laborieux ou contre nature ». D'ailleurs, « elles ne pourront se servir que de leurs mains, l'usage de tous instruments de quelque espèce et nature qu'ils puissent être leur étant interdit ». Les articles 13 à 16, les plus curieux, organisent la dénonciation des grossesses hors mariage, des avortements, des accouchements illicites et des infanticides. Dès que l'un de ces cas sera venu en la connaissance de la sage-femme, elle devra d'abord engager la coupable à faire un aveu spontané; en cas de refus, « elle en fera incessamment son Rapport au Ministre de la Paroisse qui en informera de suite le Conseil ». Ces dénonciations systématiques, auxquelles il paraît étrange de voir se mêler les pasteurs, avaient déjà été préconisées dans une Ordonnance du 12 septembre 1772 qui elle-même ne faisait que donner force de loi à une

(1) Ce règlement et cette ordonnance, imprimés par Jacques Louis Becker, imprimeur de S. A., ont été aussi publiés dans l'ouvrage de Mauveaux et Nardin : *Histoire des Corporations d'Art et Métiers*.

coutume déjà ancienne. C'est ainsi que dans les premières années du XVIII^e siècle, une fille d'Héricourt ayant avoué à son pasteur qu'elle pensait être enceinte, est dénoncée par lui et condamnée à payer 25 livres d'amende, somme dont la moitié lui fut rendue quelques semaines plus tard quand elle put prouver que ses craintes ne se vérifiaient pas et qu'elle n'était pas enceinte, la seule accusation de « paillardise » pouvant être conservée à son sujet. Nous retrouvons à plusieurs reprises cette recherche de la grossesse illégitime dans les Rapports médico-légaux rédigés par les Berdot.

Dans trois épais cahiers, L.-E. Berdot et son fils transcrivirent très complètement tous les rapports en justice qu'ils eurent à adresser au Conseil de Régence à la suite des expertises médico-légales faites de 1736 à 1780. Ces rapports sont tous rédigés avec soin et beaucoup sont très détaillés. Au nombre total de 231, ils se partagent de la manière suivante :

Coups et blessures (153); examens de cadavres (33); présomption de grossesses (12); noyés (11); infanticide (8); fausses épices et examens de drogues (7); impuissance (2); pendu (1); maladie épidémique (1); examen d'une fontaine (1); empoisonnement par l'arsenic (1); intoxication par la vapeur de charbon de forge (1).

Tous ces rapports témoignent d'une grande précision scientifique et d'un esprit objectif très averti, ne se laissant pas aller à des déductions anticipées. Dans tous les cas délicats les conclusions sont renforcées de

très nombreuses citations tirées d'ouvrages classiques ou contemporains. Parmi les auteurs cités le plus souvent se trouvent Hippocrate, Ambroise Paré, Boerhave surtout et notamment ses Aphorismes commentés par Van Swieten, Rodrigue de Castro, Jean Bauhin et d'autres bien oubliés de notre temps : Zachias, Félix Plater, Pierre Forest, Wepfer et beaucoup d'autres. Il est à remarquer que cette habitude de consolider ses affirmations en invoquant l'autorité d'auteurs célèbres ne fut presque pas pratiquée par Charles Berdot mais son père y resta fidèle jusqu'à la fin de sa carrière.

L.-E. Berdot profite de ses expériences pour recueillir des observations scientifiques intéressantes. C'est ainsi que, ayant fait l'autopsie du cadavre de M^{me} Becker, épouse de l'imprimeur, noyée dans la rivière de la rigole le 1^{er} janvier 1753, il met en marge de la copie du rapport cette note : « accouchée cinq semaines avant son malheur, nous ne lui avons trouvée aucune eau dans l'estomac; nous avons trouvé l'utérus de la grandeur et figure naturelle et peu différent en grosseur et figure de celui d'une personne vierge. Nous avons trouvé par l'ouverture de ses mamelles qu'elle avait encore du lait et même fluide quoiqu'elle n'ait point allaité. Item nous avons remarqué trois œufs dans les ovaires bien distincts, deux de la grosseur d'un pois des champs et un de la grosseur d'une lentille ».

Il fait aussi preuve du même esprit de précision et du même souci d'expérimentation scientifique dans

les trois rapports qu'il adresse au Conseil au sujet de la mort de Jacques Vurpillot, de Montbéliard, soupçonné d'avoir été empoisonné par sa femme, fille du vigneron Abram Raisin, au mois de janvier 1758. Dans le premier rapport, Berdot relate les visites qu'il fit à Vurpillot les 7, 8 et 9 janvier, jour de sa mort. Dès le premier jour il trouve le malade « ayant le poulx extrêmement faible, petit et serré; le blanc des yeux rouge et enflammé; la face pâle et livide, la langue chargée d'une pâte de couleur grise et cendrée; ayant une grande difficulté d'avaler, se plaignant d'une ardeur et déchirement au gosier, à l'œsophage, à l'estomac et dans les intestins; d'une rétention d'urine depuis quatre jours pendant lesquels il n'en avait pu laisser s'écouler qu'une très chétive quantité et avec douleur; de vomissements à peu près continuels et très violents; de déjections très douloureuses et fréquentes par les selles, de matières copieuses, noires, bilieuses, fœtides, sanglantes, déjà corrompues ». Un tel état dure depuis le 29 décembre et s'accompagne de « douleurs des membres, d'insomnie (accompagnées cependant de continuelles envies de dormir), de froid aux extrémités, de soif, d'angoisses ». Malgré les « quelques bouillons avec le cumin et les huileux qu'il lui prescrivit pour adoucir et calmer les déchirements intérieurs » l'état du malade empire le jour suivant, « les urines continuent d'être supprimées ». Transporté à l'hôpital dans l'après-midi du 8, Jacques Vurpillot y meurt le 9 janvier à 8 heures du soir ayant été trouvé quelques instants plus tôt

« encore avec bonne connaissance et jugement ». Berdot conclut qu'il « persiste dans le soupçon que, vu les symptômes ci-devant mentionnés, ledit Vurpillot est probablement péri par les suites et effets de quelque drogue d'une nature arsénicale ou autre corrosive ».

Le deuxième rapport consigne l'autopsie faite le 10 janvier. Berdot, qui s'est adjoint le chirurgien Dupuis, constate de très nombreuses lésions. Ce qui lui paraît le plus remarquable, c'est « une inflammation et corrosion qui s'étend dès le palais, l'œsophage, l'estomac et dans tous les intestins jusqu'à l'anus ». C'est « la membrane qui couvre l'épiglotte presque entièrement corrodée... la membrane qui tapisse intérieurement l'œsophage enflammée et noirâtre... l'intérieur de l'estomac en différents endroits dans un état inflammatoire : le tissu spongieux et la tunique intérieure ou veloutée presque entièrement enlevée et corrodée jusqu'à l'orifice supérieur »; quant à l'intestin, il observe extérieurement des grandes taches bleues et violettes qui « formaient intérieurement autant de gangrènes et de sphacèles dans la tunique veloutée dans la nerveuse et dans la charnue ». Voilà ce qui permet à Berdot de dire : « Quant au jugement qu'ils (Dupuis et Berdot) portent sur les découvertes ci-dessus, il ne peut qu'augmenter le soupçon légitime qu'ils ont déjà fait connaître, savoir que la mort du dit Vurpillot leur paraît assez clairement avoir été une suite d'un poison âcre, corrosif et d'une nature arsénicale, pris ou reçu ». Pour renforcer son opinion

Berdot soulève et réfute quelques-unes des objections qu'on aurait pu lui faire. C'est ainsi qu'on pourrait prétendre « qu'une grande partie et même des principaux symptômes observés ci-devant peuvent se rencontrer à la suite des dysenteries malignes, de choléra morbus, de la passion iliaque, de l'inflammation des boyaux, de l'estomac, de l'œsophage, etc ». Il répondrait alors que les lésions sont dans ce cas moins généralisées : « dans le choléra morbus, la dysenterie maligne, on observe par exemple des déjections à peu près pareilles à celles que rendait le sujet en question, et après la mort on remarque des boyaux gangrénés ou sphacelés, mais l'estomac, l'œsophage, le palais et les conduits des narines ne se trouvent pas ainsi affectés. De plus, dans la passion iliaque, on n'observera pas des déjections par le bas telles qu'elles sont arrivées chez ce sujet, puisque dans cette maladie, elles sont supprimées ».

Quelques semaines plus tard, Berdot, assisté des apothicaires Verenet et Raisin, dresse un troisième rapport au sujet de l'examen qu'il a fait du contenu d'« une cruche et de trois petites bouteilles trouvées dans l'appartement de feu Jacques Vurpillot ». Ils étaient chargés de « reconnaître en présence de M. le Conseiller Goguel, commissaire, et du sieur greffier, la nature, les qualités et propriétés des liqueurs et matières encore existantes dans lesdits vases, soit par quelques opérations de chimie ou par tels autres moyens qu'ils jugeraient, suivant leur art, le mieux convenir ». Éliminant rapidement la cruche

qui était vide, et les deux premières bouteilles contenant l'une du ratafia et l'autre quelques gouttes d'une eau de vie camphrée, les experts ne retiennent que la bouteille n° 4 « qui renfermait environ une dragme, qui est la huitième partie d'une once, d'une liqueur blanche avec un sédiment pareil. Ayant ensuite agité ladite bouteille, il se serait aussitôt fait un dépôt d'une matière blanche, laquelle fut successivement couverte d'un mucillage qui leur parut être d'une farine dissoute ». Comme Raisin se rappelle avoir vendu à la femme Vurpillot de l'arsenic « mélangé de deux parties de farine pour une d'arsenic, comme il l'apporte à l'ordinaire », les experts pensent qu'il s'agit bien là d'arsenic. Pour le vérifier ils procèdent à diverses expériences comparatives. Faisant réduire dans une cuiller d'argent le résidu de la bouteille N° 4 et, dans une autre, une égale quantité de la préparation arsénicale de Raisin; les précipités obtenus ont la même couleurs gris blanchâtre, et brunissent presque pareillement vingt-quatre heures plus tard. Une parcelle « de la poudre qui restait de la bouteille n° 4 fut répandue sur une pelle rougie au feu ce qui produisit aussitôt une fumée qui donna une odeur d'ail laquelle fut même reconnue par les assistants, dont la plupart ignorait que l'arsenic exposé au feu exhale une odeur pareille ». Il en fut de même avec la poudre, résidu de l'arsenic délayé de Raisin. Pour avoir plus de certitude sur l'identité de ces produits, Berdot et ses aides font avaler « à un pigeonneau blanc qui leur parut d'une constitution forte et robuste » une pilule formée

de mie de pain et de ce qui restait du résidu de la bouteille n^o 4. Puis pendant plus de vingt-quatre heures ils notent les moindres symptômes présentés par le pigeonneau, avec le plus grand détail et au bout de ce temps le sacrifient et pratiquent son autopsie.

Ensuite, ayant pris deux autres pigeonneaux aussi semblables que possible au premier, ils font absorber à l'un le résidu du mélange arsénical du sieur Raisin et à l'autre « trois grains d'arsenic pur du sieur apothicaire Verenet », les observent et font leur autopsie. Si le troisième pigeonneau meurt assez rapidement, le second présente presque les mêmes symptômes que le premier. Les experts concluent de toutes ces comparaisons que le contenu de la bouteille n^o 4 est bien le reste du mélange arsénical acheté à l'apothicaire Raisin par la veuve Vurpillot.

On retrouve le même souci de précision dans l'analyse des fausses épices. Les falsifications portent surtout sur le poivre et les clous de girofle. En 1742 Berdot, ayant à examiner du poivre, arrive à conclure qu'un tiers des grains qu'il a examinés est formé de très petits grains de poivre enrobés dans une matière noirâtre qui se dissout facilement dans l'eau, qui est de réaction neutre et qui, en brûlant, répand « une odeur approchant de celle de la farine brûlée ». Il pense que cette pâte n'est composée que de fine farine de quelque semence légumineuse, teinte de quelque couleur brune. Il en est de même pour des « gérofles » dont il trouve « sept tréseaux (1) de bons

(1) Le tréseau vaut 3 gr. 8.

parmi neuf tréseaux de falsifiés »; ces derniers sont formés d'un tréseau et demi de pâte pour deux tréseaux et demi de clous de giroffles.

Une vingtaine d'années plus tard, ce sont encore les mêmes produits que Charles Berdot a à examiner. Il trouve que le « poivre falsifié qui se vendait en ville par les Lorrains » est une poudre qui n'est point du poivre pur, « qu'il y entre des baies de laurier, du poivre d'Espagne, et certaine quantité de quelques semences huileuses comme de moutarde et d'érUCA ». Quant à la « poudre de têtes de clous » que vend un nommé Joseph Monnier, elle est formée non seulement de clous de giroffles mais aussi de canelle et de santal pour masquer la couleur. Bien que les experts n'aient pu fixer les proportions des divers éléments de la poudre ils estiment que le profit tiré que cette fraude sera à peu près de 100 %. D'autre part, « quant aux effets de cette poudre, qui flatte plus l'odeur et le goût que celle des têtes de clous, peut produire sur le corps humain, les soussignés ne croient pas qu'ils puissent être mauvais, si tant est que l'usage des épices en général ne le soit pas ».

Nous retrouvons aussi dans les Rapports en justice des Berdot la trace de leurs luttes contre les charlatans et les empiriques. C'est ainsi que L.-E. Berdot et l'apothicaire Raisin visitent en janvier 1747 les drogues et compositions saisies chez la veuve Guignard d'Allenjoie. Ils signalent que trois des produits examinés sont d'une nature dangereuse, et de violents purgatifs : le « verre d'antimoine », les « Pi-

gnons d'Inde » ou grains de ricin et la « gomme-gutte, âcre, brûlante et en quelque façon corrosive, qui n'est plus que fort peu usitée dans la médecine ». Ces drogues sont « très dangereuses et vénéneuses lors même qu'elles sont maniées par des médecins de profession; elles deviennent tout à fait des poisons mortels entre les mains d'une femme ignare qui n'en connaît ni les principes ni la composition, ni les vertus, ni la dose, ni l'application, ni les effets et qui a de plus le nom d'être souvent surprise de vin ». Les autres drogues examinées ne sont pas toxiques quoique « cependant elles deviennent dangereuses par l'impéritie d'une personne qui les applique mal à propos; puisque, comme disent les maîtres de l'art, on peut les considérer comme un excellent rasoir qui serait confié à un enfant ».

Parmi les produits dangereux, dont il appartenait au Physicien de surveiller le commerce, se trouvaient aussi les médicaments abortifs. C'est ainsi que Berdot est chargé d'examiner les drogues qui ont été mises sous scellé au cours d'une perquisition chez le chirurgien Dunnebier, accusé d'avoir fait avorter une fille de Coisevaux. Il trouve de l'euphorbe, de la teinture de safran, de la poudre et de l'huile distillée de Sabine, tous produits qui peuvent « exciter les mois aux femmes et hâter l'accouchement »; il trouve aussi divers purgatifs et émétiques et reconnaît que la plupart de ces médicaments ne peuvent avoir leur usage en chirurgie.

Les Rapports nous montrent, d'ailleurs, à quel

point la recherche des avortements criminels et des infanticides était active. Du reste, Berdot avait pris soin d'introduire dans le projet du Règlement des Chirurgiens de 1755, un article disant : « Ils ne feront point de saignée du pied à aucune fille ni veuve, pour peu qu'on puisse la suspecter, sans la participation d'un médecin », car on attribuait alors à cet acte thérapeutique des propriétés abortives.

La recherche de la grossesse hors mariage n'est pas l'objet de moins de soins. Le plus souvent les rapports à ce sujet sont brefs, le rôle du Physicien se bornant à enregistrer l'aveu de la grossesse, dès le début de l'interrogatoire. Parfois au contraire la femme soupçonnée nie; dans ces cas le Physicien procède lui-même à l'interrogatoire et à l'examen extérieur, mais fait pratiquer l'examen gynécologique par deux sages-femmes jurées qui lui rendent compte des symptômes qu'elles observent.

Signalons enfin parmi les Rapports judiciaires qui offrent quelque intérêt l'un des derniers que Léopold Emmanuel Berdot eut à établir. En 1777, en rendant compte au Conseil de la « visite faite à Allenjoie de nombre de personnes qui s'y trouvent attaquées d'une maladie épidémique, dont quelques-unes sont déjà mortes », Berdot observe « que cette maladie n'a attaqué que les sujets domiciliés sur la partie orientale de ce village dans les environs de l'église et il ne peut passer sous silence l'observation suivante : la principale fontaine du village et dont les sujets attaqués de la maladie font usage, se trouve

située au bas d'une partie du cimetière, où l'on enterre depuis quelque temps le plus grand nombre des morts et où il se trouve nombre de sources qui pénètrent et se répandent, comme on l'a observé, dans les cercueils, d'où elle filtre de nouveau dans la fontaine, ce qui tout récemment encore en a rendu l'eau fort fétide pendant plusieurs jours de façon qu'on ne pouvait en user qu'avec répugnance ». Dans l'« Avis demandé par le Noble Conseil au sujet de la Fontaine d'Allenjoie », Berdot, un mois plus tard, rend compte de l'enquête qu'il a faite et qui lui permet de conclure que l'eau de la fontaine est « imprégnée de débris de cadavres » et acquiert ainsi une « qualité putride et malfaisante ». Il n'ose pas « attribuer la maladie épidémique ou plutôt endémique qui vient de régner dans la partie du village qui avoisine la fontaine à l'usage de ses eaux; il pense seulement qu'elles sont une des causes principales qui ont disposé les corps à en être plus facilement et plus vivement attaqués ». C'est pourquoi il préconise diverses mesures : il demande que l'usage de la fontaine soit interdit à gens et bêtes pendant un temps assez long, que l'on n'enterre plus dans la portion du cimetière voisine de la fontaine; que l'on sépare cette portion de terrain du reste du cimetière « par un mur assez épais et profond garni de côté et d'autre d'une couche de marne fort épaisse »; enfin que sur ce terrain séquestré on répande « une couche suffisamment épaisse de chaux vive, qui, se détrempant par des

temps humides et pluvieux, puisse s'infiltrer dans les terres ».

A rapprocher de cette dernière expertise, et pour terminer cette étude de l'activité médico-légale des Berdot, il nous faut encore envisager les diverses mesures d'hygiène publique dont ils crurent devoir prendre l'initiative au cours de leur carrière.

Nous avons vu dans le Chapitre précédent avec quelle véhémence Léopold-Emmanuel Berdot s'élevait, dès 1744, contre l'introduction dans la ville des cuirs provenant de bêtes infectées.

En 1748, ayant remarqué qu'une « fièvre épidémique et pétéchiale » régnait chez les habitants de celles des maisons des rues Sur l'eau et des Febvres qui sont situées au bord du canal qui traverse la ville, Berdot adresse une remontrance au Conseil de Régence; il fait observer que ces maisons sont devenues extrêmement humides, et que « les planchers des appartements bas se trouvent continuellement humectés et abreuvés par les eaux débordées, ordinairement sales et chargées de toutes sortes d'immondices et de corps étrangers »; et cela, il l'attribue au fait que « le moulin de la ville, dont l'écluse, les courants et le déchargeoir ont été successivement exhaussés, a, par là même, donné lieu au comblement successif de l'ancien lit de la rivière » surélevant le niveau des eaux qui restent désormais stagnantes. Berdot réclame la suppression de ce moulin. Mais ce projet se heurte à l'opposition de la Municipalité. Le Physicien revient à la charge le 28 janvier 1765,

réclamant de nouveau la destruction du moulin, et en outre le curage du canal « jusqu'à son ancien pavé pour que les eaux ne trouvent plus aucun obstacle dans leur écoulement et qu'elles ne regorgent plus dans la ville ni au-dessus du niveau du sol des maisons ». Il demande aussi la démolition de l'écluse de la Rochette qui « servait à diriger les eaux dans la ville pour servir au roulement de ce moulin ». — Ces travaux de voirie furent en effet exécutés à la fin du XVIII^e siècle.

Le Cimetière de la Bosse ou des Pestiférés qui avait servi au moment de l'épidémie de peste de 1635 était tombé à l'abandon, et peu à peu avait été envahi par la culture. Berdot, le 16 mars 1764, signale au Noble Conseil que cette pratique est dangereuse pouvant « donner lieu à contagion et épidémie ». Le Magistrat se rend tout de suite à ses raisons, et fait délimiter le terrain par l'arpenteur juré Fallot qui y plante neuf bornes taillées; toute culture y est désormais interdite. Mais dix ans plus tard exactement, Berdot doit de nouveau agir : il a constaté que de nouvelles « anticipations » se sont produites, que l'on a « labouré avec la charrue plus d'un quart du cimetière et que des neuf bornes plantées en 1764 il n'en existait plus que deux brisées à fleur de terre et à peu près ensevelies ». Six jours après cette remontrance du 10 mars 1774, le maire et les neuf bourgeois accompagnent le Physicien sur les lieux et font planter dans les anciens emplacements « neuf

bornes marquées aux armes de la ville avec un C au-dessus (1) ».

De Charles Berdot nous avons conservé un curieux projet de « méthode de secourir les personnes noyées » élaboré en 1778 à l'occasion du don fait par le Prince Frédéric à la ville de Montbéliard de « deux caisses d'instruments reconnus les plus propres à porter des secours à ceux qui auraient eu le malheur d'être submergés », l'une étant déposée à l'Hôtel-de-Ville, l'autre à l'Hôpital. Chacune contenait : « Quatre rouleaux, chacun d'une demi-once, de tabac à fumer; une petite boîte renfermant plusieurs doses d'émétique de trois grains chacune; deux bouteilles de pinte, remplies d'eau de vie camphrée animée avec l'esprit volatil de sel ammoniac; un flacon de cristal contenant de l'esprit de sel ammoniac; la machine fumigatoire qui forme un double soufflet; deux tiges de tuyau fumigatoire; une cuiller de fer étamé; la canule à bouche; couverture, bonnets et frottoirs de laine; des plumes pour chatouiller le nez et la gorge; du linge pour sécher; du savon pour le lavement; de la poudre sternutatoire; une brosse ». Quant à sa méthode, que Berdot désirait être rendue publique « par la voie de l'impression », elle est fort longue et décrit minutieusement la manière de repêcher les noyés, les divers procédés à employer pour les rani-

(1) Le cimetière de la Bosse, qui est aujourd'hui le cimetière de la ville de Montbéliard, a été réouvert le 5 février 1813 par l'enterrement de M^{me} Rossel née Sattler, âgée de 22 ans, femme du maire de la ville.

mer, les soins à leur donner ultérieurement et les récompenses à octroyer aux sauveteurs. Pendant qu'on transporte à la maison la plus voisine le noyé, on aura soin de lui mettre « dans la bouche et sous la langue soit une grande prise de tabac en poudre, ou du tabac à fumer, soit du poivre ou du sel ». Puis, « par le moyen d'une canule, on lui soufflera de l'air chaud dans la bouche avec vigueur et sans autre interruption que celle que demande la respiration »; d'ailleurs, « chaque fois qu'on souffle, il faut presser avec la main sur la poitrine et modérément sur le ventre et les flancs pour faire jouer les organes de la respiration et faire sortir l'air qu'on a introduit ». En cas d'échec on peut, à la place d'air chaud, souffler de la fumée de tabac tant par la bouche que par les narines. On administrera un lavement de feuilles de tabac ou de savon puis « on cherchera ensuite à introduire par le fondement de la fumée de tabac dans les intestins au moyen du soufflet fumigateur adapté à la machine fumigatoire munie d'un de ses tuyaux ». Il faut aussi lui souffler dans le nez du tabac rapé ou de la poudre sternutatoire, et lui frotter la plante des pieds avec de la braise. Enfin « parmi ces différents secours, on peut placer à propos ceux qui pourraient produire la machine électrique en en faisant éprouver aux noyés les différents effets s'ils en sont encore susceptibles; on a de ces machines d'un si petit volume qu'elles peuvent être transportées facilement ». Nous ne croyons pas que ce projet

de Charles Berdot ait jamais été imprimé, comme il le désirait.

Ces multiples témoignages de l'activité médico-légale des Berdot prouvent combien ils se montrèrent dignes de la charge qui leur fut octroyée.

CONCLUSION

Léopold-Emmanuel et Charles Berdot ne furent pas que d'obscurs et routiniers praticiens. Leur profonde curiosité scientifique, leurs vastes connaissances médicales, leur méthode, leur goût de l'observation minutieuse et précise, leur méfiance à l'égard d'un empirisme irréfléchi, toutes ces qualités les mirent aisément au premier rang de leurs confrères et leur attirèrent une réputation méritée. Il est bon de remarquer aussi que les Berdot, comme la plupart des médecins que nous avons cités dans cette thèse, ne négligèrent rien pour parachever leurs études scientifiques et ne voulurent pas rester les élèves d'une seule Université. N'est-il pas curieux de voir à cette époque ces étudiants qui se destinaient non pas à professer mais simplement à exercer leur art dans leur ville natale, fréquenter tour à tour non seulement les grandes Universités d'Allemagne et de Suisse mais aussi celles plus lointaines d'Italie, de France, de Hollande et d'Angleterre. Il y a, dans cet acharnement à s'instruire, un bel exemple de probité scientifique.

Quant à l'institution du Physicat, elle nous appa-

raît comme ayant été en son temps nécessaire. Si son origine allemande et wurtembergeoise la rendit suspecte aux Montbéliardais, cette innovation n'en fut pas moins reconnue par tous, utile, bien qu'elle heurtât l'esprit des coutumes locales. L'anarchie, qui régnait au début du XVIII^e siècle dans les professions médicales, rendait l'établissement d'un régime d'autorité, comme en toute période de crise, indispensable. Le Physicat atteint son but : grâce à la persistante énergie de L.-E. Berdot, l'ordre fut rétabli en une vingtaine d'années. Son utilité apparut désormais moins évidente et cette institution ne survécut pas à celui qui en avait été l'instigateur.

Vu : *Le Président de la thèse,*
MÉNÉTRIER

Vu : *Le Doyen,*
ROGER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

